

Pierre Broué

La révolution hongroise des conseils ouvriers

1956



Source : Documents de l'Organisation Communiste Internationaliste n° 5

Table des matières

Révolution à Budapest.....	
Combattants de la liberté et conseils ouvriers.....	
Les jours d'indépendance.....	
Le double pouvoir.....	
Défaite et Victoire.....	
Chronologie.....	

Révolution à Budapest

Les 20 et 21 octobre, les travailleurs polonais, mobilisés dans leurs usines, sont prêts à résister à la menace militaire russe. Le 21 au soir, Radio-Varsovie proclame la victoire du « Printemps en octobre ». Moscou a cédé. Son « gauleiter » Rokossowski est éliminé du bureau politique, et le vétéran Gomulka, jeté en prison par Staline, devient premier secrétaire. Les travailleurs polonais en liesse fêtent leur victoire.

Les travailleurs hongrois, la jeunesse hongroise apprennent la grande nouvelle. Depuis des mois, ils luttent. Les intellectuels ont pris les premiers la parole : ils ont réclamé la liberté de l'art et, devant l'enthousiaste écho qu'ils ont rencontré, ils ont parlé de liberté tout court. Et la jeunesse les a acclamés. « *Ce n'est pas moi qui ai jeté la jeunesse vers la liberté* », déclarera l'écrivain communiste Gyula Háy, « *c'est elle qui m'y a poussé... Je critiquais les excès de la bureaucratie, les privilèges, les distorsions, et plus j'allais, plus je me sentais porté par une vague de sentimentalité et d'affection... Il montait vers nous, écrivains, un désir de liberté irrésistible.* »¹. Les écrivains communistes ont formulé les revendications de la jeunesse. « *Il est temps d'en finir avec cet Etat de gendarmes et de bureaucrates* », a proclamé Tibor Déry². Gyula Hajdu, militant communiste, 74 ans, 50 ans de militantisme, a cloué au pilori les bureaucrates : « *Comment les dirigeants communistes pourraient-ils savoir ce qui se passe ? Ils ne se mêlent jamais aux travailleurs et aux gens ordinaires, ils ne les rencontrent pas dans les bus, parce qu'ils ont tous leurs autos, ils ne les rencontrent pas dans les boutiques ou au marché, car ils ont leurs magasins spéciaux, ils ne les rencontrent pas dans les hôpitaux, car ils ont leurs sanas à eux.* »³ La jeune journaliste Judith Mariássy répond fièrement aux bureaucrates qui l'ont tancée : « *La honte n'est pas dans le fait de parler de ces magasins de luxe et de ces maisons entourées de barbelés. Elle est dans l'existence même de ces magasins et de ces villas. Supprimez les privilèges et on n'en parlera plus.* »⁴.

Au Cercle Petöfi, tribune de discussion créée à la fin de 1955 par l'organisation de la jeunesse (DISZ), de grands débats ont permis de poser publiquement les problèmes politiques qui agitent tous les Hongrois et particulièrement la jeunesse, en utilisant les résultats du XX^e Congrès du PCUS, où Khrouchtchev a exposé son fameux « rapport secret » le 23 février 1956 : débat sur les problèmes de l'économie marxiste en mars, sur la science historique, la philosophie marxiste en mai et juin, rencontre des jeunes avec les anciens militants communistes illégaux sortis en majorité des prisons de Staline-Rákosi, le 18 juin, débats sur la presse et l'information le 28 juin... y ont attiré des milliers de participants. Dans plusieurs de ces débats, le simple fait de la rencontre entre militants d'origines, de générations, d'expériences différentes fait apparaître la réalité sociale, le mensonge d'un prétendu socialisme stalinien. Le 18 juin, récemment réhabilitée, Mme László Rajk, veuve du dirigeant communiste assassiné en 1949 comme « titiste » et « agent impérialiste » dans un procès monté par Rákosi sur ordre de Staline, montrant du doigt les bureaucrates à la tribune, s'écrie : « *Non seulement vous avez tué mon mari, mais vous avez tué toute décence dans ce pays. Vous avez détruit de fond en comble la vie politique, économique et morale de la Hongrie. On ne peut pas réhabiliter les meurtriers : il faut les châtier !* ». Après Gyula Hajdu, des dizaines de milliers de militants et de jeunes s'en vont répétant : « *Les dirigeants doivent partir* ». Pour les intellectuels, pour les communistes qui animent le Cercle Petöfi, un homme symbolise le changement de politique, la « réforme » du parti : Imre Nagy, vétéran du parti, longtemps fixé en URSS mais lié à la tendance « boukharinienne » qui, depuis son bref passage au pouvoir en 1953, cristallise dans le parti et dans des cercles plus larges les espoirs des adversaires de Rákosi. Pour le philosophe György Lukács, pour les animateurs du mouvement qu'on appelle « communiste libéral » ou « communiste national », pour les communistes emprisonnés pour titisme au temps de Staline et récemment réhabilités, les János Kádár, les Geza Losonczy, et pour tous les jeunes qui leur font confiance, il s'agit de changer la direction du parti, de substituer la direction d'Imre Nagy à celle de Rákosi-Gerö, et il sera alors possible de marcher réellement vers le socialisme authentique, débarrassé des scories staliniennes.

La « déstalinisation » a décuplé ces espoirs. Elle leur a permis de s'exprimer au grand jour. Mais les résultats sont maigres. Certes, Rákosi est parti, mais Gerö est resté premier secrétaire du parti, Gerö, l'homme du Guépéou⁵. Certes, Rajk a été réhabilité, mais par ses assassins, qui ont porté son cercueil sur leurs épaules. Déry et Tardes ont été exclus du parti le 30 juin 1956, bien après le rapport Khrouchtchev. Le sinistre Farkas et son fils, le « tortionnaire », sont en liberté. Aujourd'hui, Gerö est parti pour Belgrade. Il est allé demander à Tito un certificat de déstalinisation. Le « titiste » Kádár l'accompagne. Ce n'est pas de cette déstalinisation-là que veulent les jeunes et leurs porte-parole, les écrivains communistes. Ils veulent une vraie déstalinisation, ils veulent en finir avec les gendarmes et les bureaucrates, ils veulent un socialisme vraiment démocratique. Ils savent, depuis quelque temps, qu'ils ont à leurs côtés les travailleurs, plus lents à se mettre en marche, mais qui iront jusqu'au bout. A *Irodalmi Ujság*, le journal de l'Union des écrivains, le tourneur Pál László vient de déclarer, au nom des 40 000 ouvriers de Csepel, Csepel-la-Rouge : « *Jusqu'à présent, nous n'avons dit mot. Nous avons appris, pendant ces temps tragiques, à être silencieux et à avancer à pas de loup. Dans le passé, pour la moindre remarque, l'ouvrier était puni et perdait son pain quotidien... Après le XX^e Congrès, les portes ont été ouvertes. Mais, jusqu'à présent, on ne parle que des petits coupables. Nous demandons si l'heure n'est pas venue de jeter pleinement la lumière sur les grands coupables. Nous voulons savoir la vérité. Nous avons soif, non de sang, mais de vérité. Soyez tranquilles, nous parlerons aussi.* »⁶. Ainsi, les ouvriers apportent leur force tranquille à l'agitation des intellectuels. Csepel vient d'apporter sa caution à *Irodalmi Ujság*, comme l'usine de Zeran l'a apportée à Varsovie à *Po Prostu*. A Varsovie, cette jonction a décidé de la victoire. Mais à Budapest, il y a Gerö ; derrière Gerö, sa police de sécurité, l'AVH, et,

1 Interview citée par Bondy. *Demain*, 8 novembre.

2 *New York Times*, 2 juillet 1956.

3 *New York Times*, 1^{er} juillet 1956.

4 *Irodalmi Ujság*, 18 août 1956.

5 Guépéou (ou GPU) : police politique russe, devenue officiellement à cette époque le NKVD, aujourd'hui le KGB.

6 *Irodalmi Ujság*, 30 juin 1956.

tirant les ficelles, les bureaucrates du Kremlin qui viennent de subir une première défaite et sont prêts, une fois de plus, à tous les crimes, devant une deuxième victoire révolutionnaire qui sonnerait leur glas à brève échéance.

Les 21 et 22 octobre

Le 21, les étudiants de l'Université polytechnique de Budapest tiennent une assemblée. Comme à Varsovie, les étudiants de l'enseignement supérieur technique sont à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire. Ils réclament la liberté de la presse, l'abolition de la peine de mort, l'abolition des cours obligatoires de « marxisme », la mise en jugement public de Farkas. Comme leurs camarades de Szeged, qui ont, en plus, réclamé la limitation des hauts salaires, ceux des bureaucrates, ils menacent d'appuyer leur programme par des manifestations de rue, si satisfaction ne leur est pas donnée⁷.

Dans la ville industrielle de Győr, se tient un meeting que le journal local du PC hongrois décrit comme le « *premier débat public entièrement libre* ». Gyula Háy cite les exemples chinois et yougoslave, réclame la « *suppression des bases soviétiques* » en Hongrie, comme partie intégrante d'une politique d'indépendance, il affirme que la presse est dirigée de « *façon inepte* » et décrit l'exclusion de Déry et Tardes comme une mesure d'intimidation destinée à préparer de nouvelles mesures contre Imre Nagy lui-même. 2 000 personnes l'acclament⁸.

Le 22, à l'Université Lóránd Eötvös de Budapest, se tient un meeting des étudiants de l'Université polytechnique. Les jours précédents, les meetings de l'Université polytechnique de Varsovie ont été le cœur de la révolution. C'est là que sont venus parler les révolutionnaires de Zeran. C'est là que la jeunesse révolutionnaire de Varsovie a apporté son soutien à Gomulka. Les jeunes hongrois réunis à l'Université polytechnique de Budapest sont avides de jouer le même rôle. Le meeting est fiévreux. Les orateurs, parmi lesquels on remarque un étudiant âgé, Jozsef Szilágyi, un vieux communiste ami d'Imre Nagy, réclament le retour de Imre Nagy au pouvoir et sont acclamés, car la jeunesse hongroise veut son Gomulka. L'objectif de la jeunesse hongroise, c'est « *une société socialiste vraiment indépendante* » ; elle pense y arriver par le changement de la direction du parti qu'elle réclame. Les objectifs immédiats, elle les fixe dans une résolution-programme en 16 points — les 16 points de la jeunesse — qui s'efforce de couvrir toutes les revendications immédiates de la nation hongroise.

1. Nous exigeons le retrait immédiat de Hongrie de l'ensemble des troupes soviétiques, conformément au traité de paix (de 1947 entre l'URSS et la Hongrie).
2. Nous exigeons l'élection au scrutin secret de nouveaux dirigeants du parti, à tous les niveaux, de bas en haut, afin que ceux-ci convoquent dans les plus brefs délais un congrès du parti, qui élira une nouvelle direction centrale.
3. Nous exigeons la formation d'un gouvernement sous la direction du camarade I. Nagy, et que soient relevés tous les dirigeants criminels de la période stalino-Rákosi.
4. Nous exigeons des débats publics dans l'affaire de Farkas, Michaly et consorts, ainsi que le retour dans notre pays et la mise en jugement devant le tribunal du peuple de Mátyás Rákosi, principal responsable de la faillite du pays et de tous les crimes commis récemment.
5. Nous exigeons l'élection au scrutin secret et égal, avec la participation de plusieurs partis, d'une nouvelle Assemblée nationale. Nous exigeons la garantie du droit de grève pour les travailleurs.
6. Nous exigeons le nouvel aménagement et la révision des relations culturelles, économiques et politiques yougoslavo-hongroises et soviéto-hongroises, sur la base de la non-intervention réciproque dans les affaires intérieures et d'une pleine égalité économique et politique.
7. Nous exigeons la réorganisation de toute la vie économique hongroise, avec la participation de nos spécialistes. Nous exigeons la réorganisation de tout notre système économique sur la base du plan, de façon à utiliser au profit des intérêts vitaux de notre peuple nos ressources nationales.
8. Nous exigeons que soient publiés les traités de commerce extérieur, et les données effectives concernant les dommages de guerre. Nous exigeons une information publique et totale concernant les concessions russes, l'exploitation et le stockage du minerai d'uranium de notre pays. Nous exigeons que la Hongrie puisse fixer librement, en monnaie forte, le prix de vente de son minerai d'uranium, sur la base du prix du marché mondial.
9. Nous exigeons la révision totale des normes des travailleurs dans l'industrie, ainsi que la satisfaction des revendications de salaires des travailleurs manuels et intellectuels. Les travailleurs veulent la fixation d'un minimum vital.
10. Nous exigeons l'organisation sur de nouvelles bases du régime des livraisons obligatoires et l'utilisation rationnelle des produits agricoles. Nous exigeons un traitement égal pour les paysans travailleurs individuels.
11. Nous exigeons la révision, devant des tribunaux réellement indépendants, de tous les procès économiques et politiques, et la réhabilitation des condamnés innocents. Nous exigeons le transfert immédiat au pays, des citoyens et prisonniers évacués en URSS, y compris les condamnés.
12. Nous exigeons une radio libre, une totale liberté de presse, de parole, d'opinion, et la parution d'un nouveau quotidien à grand tirage, organe de la MEFESZ (l'organisation indépendante des étudiants, qui venait de se reconstituer).

⁷ *New York Times*, 22 octobre 1956.

⁸ *Ibidem*, 23 octobre 1956.

13. Nous exigeons que la statue de Staline, symbole de l'oppression politique et de la dictature stalinienne, soit mise à bas au plus vite, et que l'on dresse à sa place un monument commémorant les martyrs et les héros de la lutte pour la liberté en 1848-1849.
14. A la place des insignes totalement étrangers au peuple hongrois, nous exigeons le retour aux anciens insignes de Kossuth. Nous exigeons un nouvel uniforme, digne des traditions nationales de la Honvéd. Nous exigeons que le 5 mai (anniversaire de la proclamation de l'indépendance en 1848) soit fête nationale et jour férié, et que le 6 octobre (jour des funérailles solennelles de Rajk) soit jour de deuil et de congé scolaire.
15. La jeunesse des Universités polytechniques de Budapest proclame avec un enthousiasme unanime sa totale solidarité envers la classe ouvrière et la jeunesse de Varsovie et de Pologne dans sa relation avec le mouvement de la Pologne pour son indépendance.
16. Les étudiants de l'Université polytechnique du bâtiment mettent sur pied au plus vite les organisations locales de MEFESZ et ont décidé de convoquer à Budapest, pour le samedi 27 octobre, un Parlement de la jeunesse, dans lequel l'ensemble de la jeunesse du pays sera représenté par ses délégués.

La résolution est envoyée au parti et au gouvernement. Les étudiants demandent sa publication par la presse et la radio. Puis ils envoient « *leur sympathie fraternelle à leurs camarades polonais en lutte pour la souveraineté et la libération* »⁹. Comme à Varsovie où le meeting de l'Université polytechnique le 19 octobre a parlé au nom de toute la jeunesse révolutionnaire, les étudiants hongrois marquent, par ce geste, le souci d'internationalisme prolétarien qui anime cette jeunesse. Professeurs et élèves de l'Académie militaire « Miklós Zrínyi », école d'officiers, adoptent le programme. Dans le même esprit de solidarité avec la révolution polonaise, le Cercle Petöfi lance pour le lendemain 23 octobre le mot d'ordre d'une manifestation publique de solidarité avec la Pologne. Il vote une résolution demandant la convocation d'urgence du comité central, l'exclusion de Rákosi du CC et de l'Assemblée nationale, un procès public pour Farkas, l'appel à Imre Nagy, réintégré dans le parti le 14 octobre, pour diriger le pays, et une révision fondamentale de la politique gouvernementale à travers une information complète et un débat public.

La manifestation pacifique du 23 octobre

Le lendemain, l'appel du Cercle Petöfi est reproduit dans la presse, ce qui contribue à la fois à la mobilisation et à la confiance en montrant que le changement est possible. Cependant, Imre Nagy, revenu en hâte des bords du lac Balaton où il se reposait, apprend par ses amis le cours des événements : pressé par Miklós Gimes de prendre la tête des manifestants afin d'éviter le pire, il s'y refuse obstinément, arguant des possibilités de provocation organisée contre lui par Gerö. Le ministre de l'Intérieur annonce à 13 heures que la manifestation est interdite. Son délégué se fait huer par les étudiants. A 14 h 30, l'interdiction est levée, au moment où l'on apprend la décision de la Jeunesse communiste de s'associer à la manifestation, par solidarité avec les travailleurs polonais. L'interdiction n'a pas handicapé la manifestation : de toute façon, les jeunes étaient décidés à braver l'interdit. Le comité central de la Jeunesse communiste (DISZ) l'a nettement affirmé : « *Ceux qui demandent que notre jeunesse exprime son opinion avec prudence et réserve ignorent le développement historique et la position véritable de la jeunesse hongroise.* »¹⁰

La manifestation commence à 15 heures. Son interdiction initiale, plusieurs fois répétée à la radio, puis la décision soudaine de l'autoriser, ont produit un effet de choc. La population tout entière a éprouvé les hésitations des dirigeants, et elle tient la décision finale des autorités comme une capitulation devant la force du mouvement. Tout Budapest est dans la rue. En tête, des jeunes portent d'immenses portraits de Lénine¹¹. Il y a de nombreux drapeaux hongrois, et un unique drapeau rouge, celui des élèves de l'Institut Lénine qui scandent les mêmes mots d'ordre que leurs camarades : « *Nagy au pouvoir* », « *Les Russes à la porte* », « *Rákosi en jugement* ». Les étudiants ont confectionné d'immenses banderoles : « *Ne nous arrêtons pas en chemin : liquidons le stalinisme* », « *Nous voulons de nouveaux dirigeants : nous avons confiance en Nagy* », « *Indépendance et liberté* », et, bien sûr, « *Vivent les Polonais* ». Ils chantent la Marseillaise, chant révolutionnaire pour les Hongrois, et scandent le poème de Sander Petöfi : « *La liberté ou la mort* ». A pied ou depuis les plates-formes des trams, les étudiants diffusent les tracts ronéotypés clandestinement et qui reproduisent la résolution de la veille. Au pied de la statue de Petöfi, on déclame un de ses poèmes, on lit la résolution de l'Université, puis un jeune, solennellement, écrit la date sur le socle : 23 octobre 1956. Au pied de la statue du général Bem, héros polonais de l'indépendance hongroise, un bref discours de Péter Veres, président de l'Union des écrivains. On chante. Il est 17 h 45 environ, les manifestants reviennent. On pourrait croire que tout est terminé. En réalité, tout commence. Bureaux et usines se vident. Employés et ouvriers rejoignent les étudiants. « *Mardi, nous avons travaillé* », raconte un jeune électricien d'Ujpest, *mais nous avons parlé en travaillant. Nous avons parlé des salaires, du résultat de la réunion des écrivains. Nous en avons des exemplaires et savions ce qu'ils voulaient dire en disant que ça ne pouvait plus durer. Nous ne pouvions plus vivre de notre travail. Après le travail, nous avons vu les étudiants qui manifestaient et nous les avons rejoints.* »¹².

Etudiants, ouvriers, employés emplissent maintenant les rues. Les trams s'arrêtent. Tout Budapest est dehors. Tout Budapest manifeste que la mesure est comble. Il faut que ça change. Des groupes se forment, des défilés s'organisent. On va ici ou là. Il n'y a pas de direction, mais une volonté commune de manifester, une unanimité contre les dirigeants staliniens et leurs maîtres de la bureaucratie russe. Finalement, la masse prend le chemin du Parlement en scandant sur l'air des lampions : « *Nagy ! Nagy !* »

9 *New York Times*, 22 octobre 1956.

10 *Szabad Nep*, 23 octobre 1956.

11 Sefton Delmer, dans *Daily Express*, 24 octobre 1956.

12 Sherman, *The Observer*, 11 novembre 1956.

Devant le Parlement, la foule s'impatiente, toujours plus nombreuse, piétinant, piaffant, s'irritant. Enfin, on lui annonce que Gerö est rentré de Belgrade, que Gerö va s'adresser à la population par radio. C'est l'instant attendu pour la majorité des manifestants. On a vu toute la journée reporters et photographes parmi eux. Il n'y a pas eu d'incidents avec la police. Gerö va parler. Gerö va céder, annoncer la réunion immédiate du comité central qui désignera Nagy comme président du gouvernement. Les travailleurs de Budapest attendent que Gerö consacre leur victoire, s'incline devant leur volonté. Les manifestations de rue auront imposé le changement de direction du PC : les communistes libéraux vont prendre la barre.

Or, à 20 heures, Gerö parle ; il parle en bureaucrate qu'il est, servile avec ses maîtres, arrogant avec les travailleurs. Certes, il reconnaît que le parti et le gouvernement ont pu faire quelques erreurs. Oui, il convoque le comité central, mais pour le 31 octobre, dans huit jours : beaucoup d'eau aura eu le temps de couler sous les ponts du Danube. Mais, ce qui est plus grave encore, il ne se contente pas d'atermoyer, il menace, il insulte : « *Ceux qui prétendent que nos rapports économiques et politiques avec l'Union soviétique ne sont pas basés sur l'égalité mentent effrontément* ». L'ancien tortionnaire des révolutionnaires de Barcelone affirme sans vergogne qu'il n'entend pas « se mêler des affaires polonaises ». Il parle de « *canailles* », de « *manifestations chauvines* ». Il demande : « *Voulez-vous ouvrir la porte aux capitalistes ?* » Il conclut en affirmant que les manifestations de rue « *n'arrêteront pas le parti et le gouvernement dans la poursuite des efforts qui mèneront à la démocratie socialiste* »¹³. Le bureaucrate, l'homme de Moscou a parlé : la « déstalinisation » sera menée par les staliniens ; si les travailleurs ne sont pas contents, c'est qu'ils sont des contre-révolutionnaires, et on leur répondra comme il convient. Les forbans de l'AVH¹⁴ allaient bientôt montrer concrètement ce qu'était la sanglante réponse de Gerö.

L'AVH tire : début de l'insurrection

Tout Budapest avait écouté Gerö. Tout Budapest se sentit giflé par son discours. Les travailleurs et les étudiants, des dizaines de milliers de jeunes et d'adultes venaient de manifester clairement leur volonté, et Gerö les avait insultés. Ils sont maîtres de la rue, le sentent et entendent le montrer et en profiter. Nagy, devant le Parlement, essaie de prononcer des paroles apaisantes, promet qu'il va agir pour rapprocher la réunion du CC. Un étudiant interprète son attitude : « *Il n'est qu'un citoyen privé et il a peur de se prononcer sur nos revendications à cause de Gerö* »¹⁵. Déjà, une partie des jeunes manifestants s'étaient rendus devant l'immeuble de la Radio pour exiger la publication de la résolution de l'Université. Une délégation exigeait la lecture des « *seize points* », et un « *micro dans la rue* », pour que le peuple puisse exprimer ses sentiments. Des milliers de manifestants s'étaient rendus à la place où se dressait la statue géante de Staline, et commençaient à appliquer leur programme en s'efforçant de la déboulonner. Comme la délégation — qu'accompagne Péter Erdős, du Cercle Petöfi — tarde à sortir de l'immeuble de la Radio, l'inquiétude saisit leurs camarades qui stationnent devant la porte : les délégués n'ont-ils pas été arrêtés ?

Le discours de Gerö, ici, c'est de l'huile jetée sur le feu, la confirmation des craintes les plus pessimistes. Les jeunes manifestants entreprennent d'enfoncer les portes pour libérer leurs camarades. C'est dans la confusion qui suit que partent les premiers coups de feu. Les hommes de l'AVH, postés à proximité de l'immeuble de la Radio, tirent : il y a trois morts... C'est un jeune architecte qui parle, il était parmi les manifestants : « *Ce fut le coup final. Dans la foule, quelques-uns avaient de petites carabines de tir qu'ils avaient prises à des officiers de la Mohosz* (la « Fédération hongroise volontaire de défense » : une organisation sportive para-militaire patronnée par le parti). *Ils ripostèrent au feu de l'AVH du mieux qu'ils purent. C'est alors que plusieurs camions et tanks vinrent de Buda, mais ni les officiers ni les soldats ne tirèrent sur le peuple. Il n'y eut aucun ordre, et les soldats restèrent dans les camions. Ils commencèrent à faire glisser leurs armes sur le bord des camions dans les mains qui se tendaient.* » Plus tard dans la soirée, alors que le combat se poursuit, deux officiers de l'armée hongroise descendent d'un char et, dans le dessein évident de s'interposer, s'avancent sans armes vers la porte de l'immeuble de la Radio. Ils sont abattus par l'AVH.

La fusillade de la Radio est le signal de la bataille générale. Les travailleurs s'arment : carabines de la Mohosz, armes enlevées dans les armureries servent de capital de départ. Ils se rendent aux casernes. Comme à Barcelone en 1936, des soldats leur ouvrent les portes des arsenaux et des magasins, ou lancent fusils et mitraillettes par les fenêtres. D'autres amènent dans la rue des camions chargés d'armes et de munitions et les distribuent. Ailleurs, comme à la caserne Hadik, les groupes d'ouvriers qui veulent s'armer ne rencontrent qu'une résistance de pure forme. On tire partout, dans les rues de Budapest ; déjà, des barricades se dressent. L'armée est restée neutre, mais le gouvernement lui donne maintenant l'ordre d'intervenir contre les insurgés. Le récit suivant, emprunté à un témoin anglais, décrit le moment pathétique entre tous où une unité de l'armée passe dans les rangs de la révolution : « *Les troupes de la Honvédség*¹⁶ *avaient pris position à un point stratégique, un carrefour. Une masse d'insurgés s'était arrêtée à 60 mètres environ, et un dialogue s'engagea entre eux et un officier — échange de propos qui n'étaient pas tellement des insultes que des arguments politiques. L'officier, les assurant que leurs revendications seraient satisfaites, les invitait sans cesse à rentrer chez eux. Il était clair qu'il n'emploierait pas la force s'il pouvait l'éviter. Pendant un long silence dans la discussion, on entendit la voix d'une femme qui entonnait l'hymne national de Kossuth. L'effet fut foudroyant. La foule entière, ouvriers, chauffeurs de taxis, étudiants, gosses se décoiffèrent et s'agenouillèrent ; en un instant, tous s'étaient mis à chanter l'hymne avec elle. Les soldats étaient également émus et tendus d'attention. Quelqu'un leva très haut le drapeau tricolore hongrois, dont l'étoile rouge avait été arrachée. Les*

¹³ Dépêche United Press, 24 octobre 1956.

¹⁴ AVH (ou AVO) : police politique hongroise. Les « Avos », ce sont ses membres.

¹⁵ *The Observer*, 11 novembre 1956.

¹⁶ Honvédség : armée hongroise. Le mot « Honved » signifie « défenseur de la patrie » : à l'origine, il désignait les soldats qui, en 1848, servaient sous le drapeau hongrois et non sous l'uniforme autrichien.

*soldats quittèrent les rangs et coururent rejoindre les manifestants*¹⁷. » Une femme qui chante, un inconnu qui lève un drapeau : une armée qui fond au feu de la révolution, des ouvriers et des paysans sous l'uniforme rejoignent leurs frères de classe...

Pendant que les combats s'amplifient dans toute la ville, les délégués des étudiants, qui s'étaient rencontrés après le discours de Gerö, décident de se constituer en organisme permanent. Le Comité révolutionnaire des étudiants ainsi formé est présidé par un militant communiste, Ferenc Mérey, professeur de psychologie.

Ce comité installe son quartier général à la Faculté des Lettres et commence à fonctionner, centralisant les informations, l'activité des groupes armés, l'activité des groupes qui entourent les soldats, diffusant les tracts, appelant le peuple à se joindre à la révolution et à la lutte armée contre les policiers de l'AVH de Gerö. Car, contre les jeunes et les travailleurs de Budapest, il n'y a plus que les policiers exécrés de l'AVH. Vers 11 heures, Szabad Nép, organe du Parti, sort un tract qui annonce la réunion du CC et déclare : « *La rédaction de Szabad Nép assure au parti et au peuple qu'elle ne soutiendra jamais ceux qui veulent répondre par la terreur, à la voix et aux réclamations du peuple.* »¹⁸. Le comité central délibère. Budapest tout entier se bat.

¹⁷ Anthony Rhodes, *Daily Telegraph*, 24 novembre 1956.

¹⁸ Archives privées.

Combattants de la liberté et conseils ouvriers

Dans la nuit du 23 au 24, tandis que les révolutionnaires armés attaquent partout les Avos, le comité central du PC délibère. Nous ne savons rien de précis sur ses débats, sauf que s'y sont opposées deux tendances sur la meilleure manière de ramener l'ordre, par la répression brutale ou par quelques concessions. Nous connaissons seulement les décisions prises, qui portent l'empreinte de la politique de Gerö et de ses maîtres de Moscou. Qu'elles soient ou non sorties d'une conversation téléphonique avec Khrouchtchev importe peu : ce qui est certain, c'est que, comportant la décision de l'entrée en action des troupes russes contre l'insurrection, elles ne peuvent avoir été prises que d'accord avec Moscou.

La ruse du GPU : Nagy endosse l'intervention russe

Au moment même où les militants communistes de Budapest font le coup de feu contre les Avos, au moment où les seuls Avos se battent pour défendre contre la jeunesse révolutionnaire le régime haï de Gerö et des hommes de paille du Kremlin, le comité central du parti reste l'instrument fidèle du Guépéou. Au moment où les masses, armées, se dressent contre le régime de gendarmes et de bureaucrates, la conduite de l'organisme « dirigeant » du parti montre quelles illusions nourrissaient à son égard ceux des communistes qui espéraient que sa convocation anticipée amènerait un « changement de politique » et un « changement de direction ».

La grande décision de la nuit, après la défection de l'armée et de la police ordinaire, est en effet l'appel aux troupes russes pour le « maintien de l'ordre » et la proclamation de la loi martiale. Les bureaucrates du Kremlin et leurs agents de l'appareil hongrois sont décidés à conserver à tout prix le contrôle de la situation et à noyer dans le sang la révolution naissante. Dès 4 h 30, les blindés russes se dirigent vers Budapest dont ils bloquent les issues. Les soldats russes ont été prévenus qu'ils allaient avoir à combattre une « *contre-révolution fasciste appuyée par des troupes occidentales* »¹⁹. Les Avos reçoivent du renfort, et quel renfort : blindés, artillerie, infanterie déferlent vers la capitale insurgée.

Mais, quelques heures auparavant, le comité central a décidé de faire appel à Imre Nagy pour former un nouveau gouvernement : Géza Losonczy, Ferenc Donáth, Gyorgy Lukács, Zoltán Szántó, tous partisans connus de Nagy, entrent au CC. Donáth, Nagy, Szántó, font partie du nouveau bureau politique de 11 membres, dont ont été écartés quelques stalinien notoire. Mais rien n'est changé à l'essentiel. Gerö conserve son poste de premier secrétaire du parti et le contrôle de l'appareil. Les communistes de l'opposition ne sont que des otages au sein de la nouvelle direction. Imre Nagy n'est que la couverture à l'abri de laquelle Gerö, maître de l'appareil, continue à mener la politique des bureaucrates du Kremlin. Mieux encore : le décret instituant la loi martiale, l'appel aux troupes russes sont censés avoir été décidés par le nouveau gouvernement Nagy. Nagy a les mains liées, et liées dans le sang des travailleurs. C'est en son nom que les Avos et les Russes vont mitrailler les insurgés qui ont réclamé et réclament encore son accession au pouvoir. Le destin des partisans de la « réforme » du parti se précise : la bureaucratie se sert de leur popularité pour désorienter et désarmer les révolutionnaires ; otages de l'appareil, ils doivent porter avec lui la responsabilité de ses crimes.

Nagy parle

Imre Nagy, qui avait refusé le 23 au matin de prendre la tête de la manifestation, qui avait refusé dans la soirée, malgré l'intervention pressante de son ami Géza Losonczy, de prendre la parole pour un appel au calme, est cette fois invité à parler par les dirigeants, le comité central lui-même. C'est à la demande du bureau politique que, tard dans la soirée, il a tenté de haranguer des manifestants devant l'immeuble du parlement, place Kossuth, avant de se rendre au siège du comité central, où il apprend la décision intervenue le concernant. Cet immeuble, entouré de chars russes, il ne le quittera plus désormais pendant plusieurs jours, pratiquement isolé non seulement de la réalité, du mouvement révolutionnaire qui déferle, de la répression qui le frappe en son nom, mais aussi de ses propres amis, qui ne réussiront, plusieurs jours après, à reprendre contact avec lui qu'en se mêlant aux rangs de délégations ouvrières qu'il sera autorisé à recevoir.

Pourtant, dans la nuit, au lendemain de sa « nomination », sur l'antenne de Radio-Kossuth-Budapest, il s'adresse au peuple hongrois : « *Sur l'ordre du comité central, j'ai été nommé président du Conseil. Hongrois, amis et camarades, je vous parle dans un moment grave... Je puis vous garantir qu'il m'est possible de remplir mon programme politique fondé sur le peuple hongrois conduit par le Parti communiste... Je suis président du Conseil et nous aurons bientôt la possibilité d'établir la démocratie dans tout le pays. Je prie chaque homme, chaque femme, chaque enfant de ne pas perdre la tête.* »²⁰. La bataille continue, s'amplifie sans cesse. La radio lance des appels angoissés aux ouvriers, aux étudiants, aux jeunes. Au micro de Radio-Kossuth défilent des représentants de l'Eglise, des anciens partis, comme le « petit propriétaire » Zoltán Tildy, le social-démocrate Szakasits, des syndicats. Les responsables du Cercle Petöfi déclarent qu'ils n'ont pas voulu ce « bain de sang », appellent les jeunes à déposer les armes. Le gouvernement promet une amnistie entière à ceux qui auront déposé les armes avant 14 heures. Puis il accorde de nouveaux délais, fait alterner promesses et menaces, diffuse les appels de mères à leurs enfants qui se battent, invite à ouvrir les fenêtres pour que les insurgés dans la rue entendent les promesses qu'il fait à la radio. Rien n'y fait. Budapest tout entier se bat.

¹⁹ *Daily Telegraph*, 29 octobre 1956.

²⁰ *United Press*, 24 octobre.

Ceux qui se battent : les ouvriers

Les émissions à Budapest des postes de Radio-Kossuth et Radio-Petőfi sont significatives : le gros des combats se livre maintenant autour des usines. Leur nom revient dans tous les appels et les communiqués gouvernementaux : Csepel, Csepel-la-Rouge, les usines de Ganz, Lang, les usines « Klément-Gottwald », « Jacques-Duclos », les quartiers d'Ujpest, Angyalföld, les quartiers prolétariens sont les bastions de l'insurrection. Ainsi que le déclare au correspondant de l'Observer un « combattant de la liberté », réfugié en Autriche : « *Ce sont les étudiants qui l'ont commencée, mais, quand elle s'est développée, ils n'avaient ni le nombre ni la capacité de se battre aussi dur que ces jeunes ouvriers*²¹ ». Laissons la parole à l'un d'entre eux, 21 ans, qui raconte les événements du mercredi dans son usine d'électricité à Ujpest : « *Le mercredi matin (24 octobre), la révolte a commencé dans notre usine. Elle était inorganisée et spontanée. Si elle avait été organisée, l'AVH l'aurait su et l'aurait enrayée avant qu'elle n'éclate. Les jeunes ouvriers ont ouvert la voie et tout le monde les a suivis... D'habitude, nous commençons le travail à 7 heures du matin. Ceux d'entre nous qui viennent par le train de quartiers éloignés attendaient comme d'habitude dans l'usine l'arrivée des autres ouvriers. Juste avant 7 heures, un camion chargé de jeunes ouvriers armés est arrivé devant la porte. Quand l'un d'entre eux a commencé à tirer sur l'étoile rouge au-dessus de l'usine, un membre de l'administration a donné l'ordre de fermer les portes. Nous étions maintenant divisés en deux groupes, ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Nous qui étions dedans, nous avons enfoncé les portes du local de la Mohos et pris les carabines de tir. Une responsable communiste, une femme, a essayé de nous arrêter en plaçant une garde devant les armes. Ce n'était pas bon, car tout le monde — contremaîtres compris — était uni. Avec les fusils, nous sommes sortis de l'usine et nous avons tous marché vers la ville. Quand nous avons commencé à agir, nous n'avions de contacts avec personne. Nous n'étions en rapport avec aucune autre usine. Mais tandis que nous avançons, nous étions rejoints par des ouvriers, toujours plus nombreux, quelques-uns armés. Au coin de la rue Rakóczi, un étudiant de l'Université a commencé à nous organiser en petits groupes et à nous expliquer les mots d'ordre qu'il fallait lancer.* »²². Ainsi s'opérait, dans la rue, la fusion des jeunes combattants révolutionnaires. En même temps, le Comité révolutionnaire des étudiants, devenu « Comité révolutionnaire des étudiants en armes », s'élargissait. Un courrier du comité raconte : « *Au début, il était formé d'étudiants des grandes écoles et de l'Université, mais ensuite des soldats et de jeunes ouvriers y entrèrent. Je pense que tous étaient élus par les comités de la base, qui avaient été élus par les organisations particulières d'étudiants, ouvriers et soldats.* »²³. C'est, semble-t-il, aux premières heures de la matinée, que l'Académie Kossuth, école militaire de quelque 800 jeunes, ralliait l'insurrection avec ses cadres instructeurs et ses armes.

25 octobre : la fusillade place du Parlement

C'est au cours de la journée du jeudi que s'est produite la fusillade de la place du Parlement. Elle allait démontrer clairement, et de façon définitive, aux travailleurs de Budapest qui pouvaient encore hésiter, qu'il n'y avait pas d'autre solution pour la satisfaction de leurs revendications que la lutte révolutionnaire armée, et que déposer les armes serait un suicide en faveur de Gerö. Des milliers d'ouvriers et d'étudiants sans armes se rendirent place du Parlement pour manifester et exiger le renvoi de Gerö, la libération de leurs dirigeants arrêtés depuis le 23, et la rencontre immédiate avec Imre Nagy. Sur la place, ils entouraient les chars russes et fraternisaient avec leurs équipages. Les Avos dissimulés sur le toit du bâtiment du ministère de l'Intérieur, en face du Parlement, ouvrirent le feu. Les chars se mirent à tirer à leur tour ; ainsi, les manifestants, se trouvant pris entre deux feux, quelque trois cents cadavres restèrent sur la place. C'était le moment où, à la radio, le chef du nouveau gouvernement, Nagy sans pouvoir, Nagy otage de l'appareil, Nagy prisonnier multipliait les appels au calme et à la reddition... Portant sur les épaules les cadavres de leurs camarades, brandissant des drapeaux imprégnés de leur sang, les rescapés se répandirent dans toute la ville au cri de : « *Ils assassinent les ouvriers.* »²⁴. Il n'était plus possible de douter désormais : pour les jeunes révolutionnaires de Budapest, il était bien clair que Nagy était sans pouvoir, prisonnier ou non, que le vrai maître était Gerö et, derrière lui, les Russes, et qu'il fallait se battre, quoi que puisse dire Nagy, contre les Avos et les Russes. Rien ne résume mieux ce sentiment que le tract diffusé dans l'après-midi, après le massacre, et signé « Les étudiants ou ouvriers révolutionnaires » : « *Nous appelons tous les Hongrois à la grève générale. Tant que le gouvernement ne satisfait pas nos revendications, tant que les assassins ne sont pas appelés à rendre des comptes, nous répondrons au gouvernement par la grève générale. Vive le nouveau gouvernement sous la direction d'Imre Nagy !* »²⁵. Au même moment, au nom du gouvernement Nagy, Radio-Kossuth proclamait que la grève serait un acte contre-révolutionnaire...

Au nom du Comité révolutionnaire des étudiants, 100 000 tracts ont été édités en langue russe et sont distribués aux soldats soviétiques. Ces tracts leur disent que c'est contre les travailleurs, les jeunes et les soldats hongrois qu'ils sont envoyés, que les travailleurs jeunes et soldats ne sont ni des réactionnaires, ni des contre-révolutionnaires, ni des fascistes, qu'ils combattent pour le socialisme démocratique.

« *Ne tirez pas sur nous, ne tirez pas sur vos frères de classe !* » concluait le tract.

Nouvelles concessions

Face à la nouvelle flambée de colère provoquée par les massacres de la place du Parlement, face à la grève

21 Cité par *Demain*, 1^{er} novembre.

22 *The Observer*, 1^{er} novembre.

23 *Ibidem*.

24 *Ibidem*.

25 *New York Times*, 27 octobre.

générale insurrectionnelle qui se répand dans tout le pays, l'appareil se résout à de nouvelles concessions. Il ne s'y résout d'ailleurs pas de lui-même, mais à la suite de discussions serrées avec deux envoyés du gouvernement de Moscou, Michel Souslov et Anastase Mikoyan, venus en toute hâte pour tenter de sauver une situation compromise à leurs yeux par les erreurs de Gerö. De nouveaux délais sont accordés aux insurgés pour déposer leurs armes et la décision est prise de sacrifier Gerö, qui perd son poste de premier secrétaire du parti, mais qui conservera pourtant son bureau pendant des semaines... János Kádár est nommé à sa place.

Kádár est populaire : vieux militant ouvrier, il a lutté en Hongrie pendant la guerre, dans la clandestinité, tandis que Rákosi et Gerö étaient à Moscou. Certes, c'est pendant qu'il était ministre de l'Intérieur que Rajk a été torturé et assassiné, mais il a été, à son tour, arrêté et atrocement torturé pour « titisme ». Récemment réhabilité, il a milité pour le « redressement » du parti, dans un quartier ouvrier de Budapest où il a été nommé secrétaire de l'organisation locale. Il a pourtant accepté de participer au gouvernement Hegedüs, après le renversement de Rákosi, et il a accompagné Gerö à Belgrade. Kádár parle à la radio le jeudi 25 octobre : « *J'ai été nommé à un moment très difficile, car toutes sortes d'éléments ont travaillé contre nous. Le gouvernement et le parti ont décidé qu'on doit vaincre ces éléments par tous les moyens possibles... Nous invitons les ouvriers et les jeunes à soutenir notre point de vue.* »²⁶. C'est peu convaincant. En parlant de « *contre-révolutionnaires* » qui se soulèvent contre le « *pouvoir de la classe ouvrière* » la veille encore, en menaçant « *les provocateurs qui travaillent dans l'ombre* », en saluant « *les alliés et frères soviétiques* », et aujourd'hui en soulignant que « *la direction du parti a pris position à l'unanimité sur la nécessité d'utiliser tous les moyens pour combattre l'agression armée contre le pouvoir de notre République populaire* », et en ne mentionnant pas les revendications des insurgés, il ne présente en fait à ses auditeurs qu'une version à peine atténuée des menaces de Gerö qui ont provoqué le soulèvement. Imre Nagy, en revanche, semble avoir mieux saisi la situation lorsqu'il intervient à son tour à la radio : son discours du 25 octobre montre qu'il semble avoir compris la détermination des combattants et la nécessité de concessions politiques pour obtenir la fin des combats : « *Je déclare que le gouvernement hongrois engagera dans très peu de temps des négociations avec l'Union soviétique en vue :*

1. d'obtenir le retrait des troupes soviétiques qui se trouvent en Hongrie ;

2. de fonder l'amitié hungaro-soviétique sur les principes de l'égalité et de l'indépendance nationale.

(...) Nous promettons notre générosité à tous ceux — jeunes gens, civils et membres de l'armée — qui cesseront le combat immédiatement... La loi ne frappera que ceux qui combattent encore... »²⁷.

Ceux qui se battent : les étudiants

Tout le monde sait aujourd'hui de quelle manière les jeunes Hongrois se sont battus contre les blindés russes. Ce qu'il importe maintenant de savoir, c'est quelle fut l'attitude des jeunes « Combattants de la liberté » — ce nom qu'ils se sont donné eux-mêmes, ils l'avaient repris à la révolution démocratique et à la guerre d'indépendance de 1848. Les « Combattants de la liberté » constituèrent alors l'armée de Kossuth, la « Honvédség », l'« armée des défenseurs de la patrie », pour faire face à l'agression de l'armée de Jelachitch, de l'armée impériale et de l'armée tsariste.

Deux d'entre eux, leur mitraillette, la « guitare » au poing, deux étudiants, Ferkó et Pista, ont répondu pendant les combats de Budapest aux questions d'un journaliste anglais parlant hongrois : « *Les Combattants de la liberté, disent-ils, ont arrêté tous les Avos qu'ils ont pu attraper. De nombreux membres de la police politique ont été tués pendant l'affaire, mais très peu à titre de représailles : la plupart tués dans l'action. L'appareil du parti a été complètement désintégré dès le premier jour de l'insurrection, mais il n'y a pas eu de massacre des cadres du parti. Nous avons envahi les locaux du parti, confisqué les armes, et nous leur avons dit de rentrer chez eux. On n'en a gardé que quelques-uns. En fait, un grand nombre d'entre eux se sont joints à nous.* »²⁸.

Le « Comité révolutionnaire des étudiants en armes », avec son président Ferenc Mérey, a une entrevue avec Nagy le jeudi²⁹. Il maintient le programme présenté par les étudiants à la veille de la révolution, ajoute des conditions nouvelles pour déposer les armes : « *Gouvernement provisoire comprenant leurs propres dirigeants* », « *retrait immédiat de toutes les troupes russes* », « *procès public des responsables du bain de sang* », « *libération de tous les prisonniers politiques* », « *dissolution de l'AVH* »³⁰. Et Mérey précise : « *Nous ne nous sommes pas soulevés pour changer la base de la société hongroise, mais nous voulons la sorte de socialisme et de communisme qui correspond réellement à ce que veut la Hongrie. Là-dessus, nous sommes tous d'accord.* »³¹.

Ceux qui se battent : l'armée

Dès le 24 au soir, il n'y a pratiquement plus aucune unité hongroise qui obéisse au gouvernement. Il n'y en a absolument aucune qui combatte les insurgés aux côtés des Avos et des Russes. Le 25 octobre, de nombreuses Facultés, qui ont constitué des comités révolutionnaires d'officiers et de soldats, se battent avec les insurgés contre les Avos. L'une d'entre elles reprend à la police politique l'immeuble de l'imprimerie du journal de l'armée, et, dans la soirée du 25, des camions militaires diffusent le tract suivant :

« *Nous jurons devant les cadavres de nos martyrs que nous conquerrons la liberté pour notre pays en ces heures critiques. Les dirigeants du parti et du gouvernement se sont préoccupés seulement de conserver leur pouvoir.*

26 Radio-Kossuth et Petöfi, 25 octobre, 15 h 18 : « Les camarades János Kádár et Imre Nagy devant le micro ».

27 Ibidem.

28 United Press, 25 octobre.

29 The Observer, 25 novembre.

30 Coutts, dans le Daily Worker, 26 novembre.

31 New York Times, 28 octobre.

Quelle direction est-ce que celle-là qui prend des mesures hésitantes seulement sous la pression des masses ?

« Leurs actes arbitraires nous ont valu assez de sacrifices ces dix dernières années. Maintenant, ils ont amené l'armée soviétique pour réprimer le peuple hongrois.

« Citoyens, nous demandons :

- 1) Une nouvelle armée révolutionnaire provisoire et un nouveau gouvernement national révolutionnaire provisoire, dans lequel seraient représentés les dirigeants de la jeunesse insurgée.*
- 2) La levée immédiate de la loi martiale.*
- 3) L'annulation immédiate du pacte de Varsovie et le retrait immédiat et pacifique des troupes soviétiques de notre patrie.*
- 4) La tête de ceux qui sont les vrais responsables du bain de sang ; la libération des prisonniers, et une amnistie générale.*
- 5) Une base réellement démocratique pour le socialisme hongrois ; dans l'intervalle, l'armée hongroise assurera la responsabilité du maintien de l'ordre et du désarmement de la police politique (l'AVH). »*

Le même tract affirme que *« les camarades Imre Nagy et János Kádár sont membres du nouveau gouvernement révolutionnaire de l'armée »*³², confirmant une fois de plus la volonté des révolutionnaires de dissocier Nagy de l'appareil.

En province : la grève générale et la naissance des conseils

A Budapest, l'initiative de l'agitation reposait, nous l'avons vu, sur les organisations d'étudiants. C'est à leur Comité révolutionnaire que sont venues se joindre les délégations d'ouvriers au fur et à mesure que ces derniers se sont lancés dans la bataille. En province, la révolution a commencé par une grève générale insurrectionnelle, déclenchée dès la nouvelle de l'intervention russe. Elle s'est immédiatement traduite par la constitution de conseils ouvriers qui ont pris le pouvoir. Ainsi, pour la première fois depuis des décennies, les travailleurs hongrois, dans leur lutte contre la bureaucratie, retrouvaient spontanément les formes de l'organisation et du pouvoir prolétariens. Ils retrouvaient la tradition des soviets (le mot russe pour conseils) de 1905 et 1917, celle-là même de la première République hongroise des conseils (mars 1919). Les conseils, élus par la base, avec leurs délégués révocables à tout moment et responsables devant leurs mandants, sont la réalisation authentique, dans la pratique, de la démocratie prolétarienne et du pouvoir des ouvriers armés. Des conseils hongrois, on peut écrire ce qu'écrivait Trotsky du soviet de Petrograd de 1905 :

« Le soviet est le pouvoir organisé de la masse même, dominant toutes ses fractions. C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux Chambres, sans bureaucratie professionnelle, conservant aux électeurs le droit de remplacer, quand ils veulent, leurs députés. Le soviet, par l'intermédiaire de ses membres, par les députés que les ouvriers ont élus, préside directement à toutes les manifestations sociales du prolétariat dans son ensemble ou dans ses groupes, organise son action, lui donne un mot d'ordre et un drapeau. »

Le Conseil de Miskolc

Au nord-ouest de la Hongrie, dans la région industrielle de Borsod, près des mines de charbon, des aciéries, au coeur de l'industrie sidérurgique et métallurgique, Miskolc, ville de 100 000 habitants, est la première qui ait annoncé la constitution de son conseil ouvrier. Dans la nuit du 24 au 25 octobre, les insurgés, maîtres de l'émetteur radio, annoncent qu'ils ont pris le pouvoir et exigent un *« nouveau gouvernement dans l'esprit de Béla Kun et de László Rajk »*³³. La référence à ces deux dirigeants communistes, tous deux assassinés par Staline, Kun, président en 1919 de la République des conseils, exécuté pendant les procès de Moscou, Rajk, pendu comme « titiste » en octobre 1949, est significative de l'orientation politique du mouvement. Le 25 octobre, les comités ouvriers des usines ont élu un Conseil ouvrier de la ville, dont le programme est diffusé par la radio locale : *« Nous demandons qu'aux postes les plus importants du parti et de l'Etat soient placés des communistes dévoués au principe de l'internationalisme prolétarien, qui soient avant tout hongrois et respectent nos traditions nationales et notre passé millénaire. Nous demandons l'ouverture d'une enquête sur l'institution assurant la protection de l'Etat (l'AVH) et l'élimination de tous ceux qui, dirigeants ou fonctionnaires, sont plus ou moins compromis. Nous demandons que les crimes de Farkas et de ses acolytes soient examinés en procès public devant un tribunal indépendant, même si ce procès doit mettre en cause des individus haut placés. Nous demandons que les coupables de mauvaise direction et administration du plan soient immédiatement remplacés. Nous demandons que les salaires réels soient élevés. Nous voulons obtenir l'assurance que le Parlement ne sera pas plus longtemps une machine à voter et que les parlementaires ne seront plus une machine à approuver. »*³⁴. Le 25, le « conseil ouvrier » et le « Parlement étudiant » assument le pouvoir dans l'agglomération de Miskolc, et, dès le lendemain, l'autorité du conseil ouvrier est reconnue dans tout le département de Borsod.

Le 26, Rudolf Földvari, secrétaire régional du PC, membre du conseil ouvrier, déclare à Radio-Miskolc que le

³² *The Times*, 27 octobre.

³³ *New York Herald Tribune*, 27 octobre.

³⁴ *United Press*, 26 octobre.

gouvernement Nagy a accepté les revendications du conseil. Miskolc appelle les travailleurs de la région à élire des conseils dans toutes les entreprises sans tenir compte de l'affiliation politique de leurs membres³⁵. Le même jour se constitue, par la fédération des conseils locaux, le conseil ouvrier du département de Borsod, qui contrôle la région. Sa délégation à Budapest réclame à Imre Nagy : la hausse immédiate des salaires, pensions et allocations familiales, la fin de la hausse des prix, l'abolition de la taxe sur les ménages sans enfants, le jugement de Farkas et un Parlement qui ne soit pas une assemblée de « Béni-oui-oui », le retrait des troupes soviétiques et la publication du Traité de commerce hungaro-soviétique, la correction des « erreurs » du plan³⁶. Le 28 au matin, la radio annonce que les conseils ouvriers ont dissous toutes les organisations communistes de la région de Borsod. Dans les campagnes, les paysans, qui avaient été soumis à des mesures de collectivisation forcée, ont chassé les responsables des kolkhozes et procédé à la distribution des terres. Les conseils ouvriers approuvent leur action³⁷. Le premier apparu, le Conseil de Miskolc, est conscient de ses responsabilités. Ce qu'il a établi à l'échelle du département de Borsod, le pouvoir des conseils, il cherche à l'étendre à l'ensemble du pays. Le 28, Radio Miskolc « demande aux conseils ouvriers de toutes les villes de province de coordonner leurs efforts en vue de créer un seul et unique mouvement puissant »³⁸. Elle propose comme base d'accord le programme suivant :

«

- 6) L'édification d'une Hongrie libre, souveraine, indépendante, démocratique et socialiste.
- 7) Une loi instituant des élections libres au suffrage universel.
- 8) Le départ immédiat des troupes soviétiques.
- 9) L'élaboration d'une nouvelle Constitution.
- 10) La suppression de l'AVH, le gouvernement ne devra s'appuyer que sur deux forces armées : l'armée nationale et la police ordinaire.
- 11) Amnistie totale pour tous ceux qui ont pris les armes et inculpation de Gerö et de ses complices.
- 12) Elections libres dans un délai de deux mois avec la participation de plusieurs partis. »³⁹.

Les Conseils de Győr et de Transdanubie sont les premiers à répondre à cet appel.

Le Conseil de Győr

Győr est une ville de 100 000 habitants. C'est la ville de la gigantesque usine de wagons et locomotives Wilhelm-Pieck (Győri-Mávag). L'insurrection a débuté par une grève générale. La garnison russe a accepté de se retirer sans combat. C'est un Comité national révolutionnaire, élu dans les entreprises, qui dirige la région, assisté d'un Comité militaire qui prend ses ordres. Le comité comprend vingt membres de tendances politiques diverses. Il est présidé par un métallurgiste, ancien responsable du parti social-démocrate, György Szabó, mais la personnalité la plus en vue en est un ancien responsable du Parti national paysan⁴⁰, député, ami d'Imre Nagy, Attila Sziget. Il a affaire, dans le comité, à une opposition dirigée par l'ancien maire de la ville, Ludwig Pocsá, élu par l'entreprise dans laquelle il travaille⁴¹. Mais, sur les revendications immédiates, le comité est d'accord : il exige la fixation d'une date, d'ici deux ou trois mois, pour des élections libres, le retrait des forces russes de Hongrie⁴². Les délégués des mineurs demandent « la garantie que l'armée soviétique quittera immédiatement le pays, ainsi que la garantie que des élections libres avec participation de tous les partis seront autorisées »⁴³. Radio-Győr déclare solennellement le 28 :

« Aux insurgés se sont mêlés des éléments troubles à tendance fasciste et contre-révolutionnaire. Nous ne voulons pas que revienne le vieux système capitaliste ; nous voulons une Hongrie libre et indépendante. »⁴⁴.

Le Conseil de Sopron

Dans la petite ville industrielle de Sopron, en Hongrie occidentale, le conseil ouvrier a été élu au scrutin secret dans les entreprises et à l'Ecole forestière. Le socialiste autrichien Peter Strasser a assisté à ses réunions et certifie : « Ils sont absolument opposés à la restauration de l'ancien régime de Horthy. »⁴⁵. Le conseil a organisé le maintien de l'ordre au moyen de patrouilles composées d'un ouvrier, d'un soldat et d'un étudiant⁴⁶. Il a envoyé en Autriche deux délégations de jeunes communistes, pour alerter le mouvement ouvrier international⁴⁷.

35 *Ibidem*.

36 *Times*, 27 octobre.

37 *Le Monde*, 29 octobre.

38 *Ibidem*, 30 octobre.

39 *Franc-Tireur*, 29 octobre.

40 Le Parti national paysan s'est formé en 1939 sous la direction des écrivains « populistes » ; il regroupait des ouvriers agricoles, des paysans pauvres, des intellectuels, des instituteurs de villages. Il se prononce dès cette date pour l'élaboration d'une réforme agraire. Il fait partie du gouvernement provisoire de décembre 1944, aux côtés du PC, du PSP et du parti des petits propriétaires ; il est à l'initiative d'un programme radical de réforme agraire. Faisant partie du gouvernement de coalition entre 1945 et 1948, il cesse d'exister après le « tournant » de 1948, et renaît le 31 octobre 1956.

41 *New York Times*, 29 octobre.

42 *Ibidem*.

43 *Le Monde*, 30 octobre.

44 *Franc-Tireur*, 30 octobre.

45 *Demain*, 1^{er} novembre.

46 *New York Times*, 2 novembre.

47 *Demain*, 1^{er} novembre.

Le Conseil de Magyarovar

Le Conseil de Magyarovar a été lui aussi élu au bulletin secret. Il comprend 26 membres, dont quatre communistes, des sans-partis et des représentants des vieux partis réformistes, sociaux-démocrates, nationaux-paysans, petits-propriétaires. Son président est un ouvrier communiste, Gera. Il déclare : « *Il y a seulement deux grands problèmes : les Russes doivent s'en aller et il doit y avoir des élections démocratiques.* » Au journaliste américain qui s'étonne, il précise : « *Les communistes qui sont dans le conseil sont de braves gens. Ils n'oppriment personne et le peuple hongrois le sait.* »⁴⁸. Le programme du Conseil de Magyarovar demande des élections libres et démocratiques sous le contrôle de l'ONU, la liberté des partis démocratiques, la liberté de presse et de réunion, l'indépendance des syndicats, la libération des détenus, la dissolution de l'AVH, le départ des Russes, la dissolution des collectivités paysannes établies de force, la suppression des différences de classe⁴⁹.

Le programme des conseils

Il n'est pas possible de poursuivre plus longtemps cette énumération. Dans toutes les villes industrielles de Hongrie se sont dressés des conseils ouvriers : à Dunapentele, l'ancienne Sztalinváros, la « perle » de l'industrialisation sous Rákosi, à Szolnok, le grand nœud ferroviaire du pays, à Pécs, dans les mines du sud-ouest, à Debreczen, à Szeged. Avant le 1^{er} novembre, dans tout le pays, dans toutes les localités, se sont constitués des conseils, qui prennent en charge le maintien des acquis socialistes et assurent le ravitaillement de la capitale en lutte. Tous présentent les mêmes caractéristiques : élus par les travailleurs dans le feu de la grève générale insurrectionnelle, ils assurent le maintien de l'ordre et la lutte contre les Russes et Avos par des milices d'ouvriers et d'étudiants armés ; ils ont dissous les organismes du PC, épuré les administrations qu'ils ont soumises à leur autorité. Ils sont l'expression du pouvoir des ouvriers en armes. Voici un exemple entre mille de l'état d'esprit de la population dont ils expriment la volonté. Le 29 octobre, à 10 h 20, la radio de Győr libre annonce :

Nous communiquons le message des femmes du village Gyirmot à la radio de Győr libre :

« Les paysannes de Gyirmot appellent les femmes des environs de Győr. Au cours de la journée d'hier, nous avons appris, par l'une des nôtres qui rentrait du marché de Győr, une chose honteuse qui nous a toutes révoltées. La voici : quelques paysannes du marché, face à la demande démesurée, ont vendu le lait destiné au ramassage régulier, et elles l'ont vendu à 6 forints le litre au lieu de 3 forints. Donc, non seulement elles n'ont pas accompli leurs obligations, et il y aura moins de lait pour les ouvriers de Győr, mais encore elles en ont tiré profit. Nous sommes également scandalisées par l'augmentation du prix du canard, vendu par une paysanne à 30 forints le kg... Une telle femme n'est pas une Hongroise !

Femmes, ne permettez pas que de telles choses puissent se renouveler ! N'oubliez pas que l'acheteur est le combattant qui lutte pour notre avenir ! »

Le programme des conseils, malgré des formulations différentes, est remarquablement cohérent : tous exigent le départ immédiat des Russes, la dissolution de l'AVH, la promesse d'élections libres, la liberté pour les partis démocratiques, l'indépendance des syndicats et le droit de grève, la liberté de presse et de réunion, la révision des plans et la hausse des salaires, la liberté de l'art et de la culture. Tous, par leur existence même, revendiquent le droit de l'ouvrier hongrois de prendre en mains son propre sort. Tous exigent un gouvernement révolutionnaire comprenant les représentants des insurgés. Par leur exemple, par leur action, ils sont un danger mortel pour la bureaucratie comme pour l'impérialisme. Dans l'immédiat, ils sont au premier chef responsables des révoltes antibureaucratiques qui se produisent dans l'armée russe.

L'armée russe fond au brasier de la révolution

Les soldats russes qui sont intervenus contre la révolution hongroise étaient, nous l'avons dit, prévenus qu'ils allaient combattre une « *contre-révolution fasciste appuyée par des troupes occidentales* ». Mais, stationnés dans le pays depuis plusieurs mois, ils se sont très vite rendu compte de la besogne exigée d'eux. Ils n'ont pas vu de troupes occidentales, ils n'ont pas vu de fascistes ni de contre-révolutionnaires, mais tout un peuple dressé, ouvriers, étudiants, soldats. Dès le second jour de l'insurrection, un correspondant anglais signale que des équipages de tanks ont arraché de leur drapeau l'emblème soviétique et qu'ils se battent ainsi, aux côtés des révolutionnaires hongrois, sous le « *drapeau rouge du communisme* »⁵⁰. Un témoin déclare à un journaliste avoir vu des blindés russes rejoindre les insurgés : « *En général, l'équipage d'un tank prenait une décision en commun ; les soldats amenaient l'emblème soviétique et hissaient à la place le drapeau hongrois. Les Hongrois les couvraient de fleurs.* »⁵¹. Le 28 octobre, le journal des syndicats hongrois, *Népszava*, réclamait le droit d'asile pour les soldats russes passés dans les rangs révolutionnaires. Ailleurs, de nombreuses unités restent neutres nous avons vu la garnison de Győr se retirer... Un témoin anglais a vu dans la banlieue de Budapest des insurgés apporter du lait dans les cantonnements russes : « *Du lait pour les bébés russes* », expliquaient-ils. « *Ils ont conclu un accord. Tous les jours, les patriotes apportent 50 litres de lait pour les enfants russes.* »⁵². C'est que les révolutionnaires hongrois, chaque fois qu'ils le peuvent, entourent les soldats russes, leur montrent leurs mains calleuses d'ouvriers : « *Regarde mes mains, camarade... Ce sont des mains d'ouvrier. Je me suis battu contre vos tanks. Ai-je des*

48 *New York Times*, 31 octobre.

49 *Franco-Tireur*, 30 octobre.

50 *Daily Mail*, 26 octobre.

51 Dépêche Reuter, 27 octobre.

52 *Daily Telegraph*, récit de Rhodes, 24 novembre.

maines de fasciste ? »⁵³.

Dans ces conditions, avec la résistance farouche des révolutionnaires hongrois, l'utilisation de l'armée russe à des fins répressives devenait de plus en plus difficile. La répression avait besoin de troupes fraîches, de troupes sûres aussi. Les Russes avaient besoin d'une trêve. C'est cela seulement qui explique le tournant du 28 octobre, à partir duquel il est clair qu'Imre Nagy a recouvré sa liberté d'action, et qu'il a cessé d'être un otage aux mains des Russes. C'est pendant les jours suivants que s'achèvera la clarification politique, en même temps que se verra confirmer par l'entourage de Nagy le fait qu'il était resté, depuis son accession au « pouvoir », entre les mains des Russes.

Le 27, en effet, Imre Nagy reçoit une délégation des ouvriers d'Angyalföld à laquelle se sont joints plusieurs de ses amis politiques, Miklós Gimes et József Szilágyi, et leur assure qu'il n'a pas fait appel aux troupes russes, bien que Gerö — après son remplacement le 25 — ait tenté de lui faire signer un document en ce sens. Il leur promet également pour le lendemain, 28 octobre, une déclaration sur le sens de la révolution, « *démocratique nationale et non contre-révolution* », l'annonce du retrait des troupes soviétiques de Budapest et d'autres mesures importantes.

⁵³ Gordey, dans *France-Soir*, 12 novembre.

Les jours d'indépendance

Le deuxième gouvernement Nagy

Le 27, Nagy annonce la constitution d'un nouveau gouvernement. Il est visiblement destiné à donner des satisfactions aux insurgés. Les socialistes ont refusé d'y participer. Mais des stalinien connus sont éliminés : István Bata, de la Défense nationale, Hegedus, Darvas... Le philosophe Luckacs, Geza Losonczy sont des opposants communistes connus. Le général Károly Janza, militaire de carrière, semble destiné à rallier les cadres de l'armée. De Béla Kovács et Zoltán Tildy, leaders des petits propriétaires, Nagy espère sans doute qu'ils gagneront l'appui des paysans à son gouvernement.

Or, il n'en est rien. Du côté des insurgés, l'accueil est plus que froid. Radio-Miskolc déclare le 27 octobre : *« Imre Nagy jouit aujourd'hui de la confiance du peuple. Est-ce suffisant ? (...) Imre Nagy devrait avoir le courage de se débarrasser des politiciens qui ne peuvent que s'appuyer sur les armes qu'ils utilisent pour opprimer le peuple. »* Le lendemain, sur les mêmes antennes, le Conseil ouvrier de Borsod explique : *« Imre Nagy a déclaré que, dans le cours des combats, s'était constitué un gouvernement d'unité nationale démocratique, d'indépendance et de socialisme, qui exprimait authentiquement la volonté du peuple. Les travailleurs de Borsod pensent qu'il est vraiment temps que le gouvernement d'Imre Nagy exprime aussi vite que possible la volonté du peuple par des actes. Le gouvernement promet de s'appuyer sur la force et le contrôle populaire, et espère gagner la confiance du peuple. La force populaire soutiendra Imre Nagy si son gouvernement se met immédiatement à réaliser les légitimes revendications du peuple et ce sans aucun retard. »*⁵⁴. Szigeti, au nom du Comité de Győr, déclare qu'il considère Nagy comme un patriote, mais que certains membres de son gouvernement sont inacceptables⁵⁵. Le porte-parole du Conseil de Magyaróvár déclare : *« Nous voulons bien soutenir le nouveau gouvernement, mais il doit d'abord nous montrer son esprit avant que nous lui fassions pleinement confiance... »*⁵⁶. Les Conseils de Debreczen et Dunapentele approuvent Nagy et lui font confiance, mais celui de Szeged réclame l'élimination du stalinien Antal Apró du gouvernement, les cheminots de Pécs ne peuvent admettre Bebrics comme ministre des Communications, et le Conseil révolutionnaire de l'Université exige l'exclusion du gouvernement de Ferenc Münnich, ministre de l'Intérieur, considéré comme un agent du Kremlin.

Les décisions du 28 octobre

Dans la nuit du 27 au 28, Imre Nagy a repris contact avec les représentants du « Comité révolutionnaire des étudiants en armes ». Ils maintiennent intégralement leurs revendications. Cette fois, Nagy les accepte, comme il avait, la veille, déclaré accepter celles de Miskolc. Une trêve est conclue. Le quotidien du PC *Szabad Nep* affirme : *« Le peuple exige l'ordre, et, en premier lieu, le départ des troupes soviétiques... Nous voulons une démocratie hongroise, économiquement, socialement et politiquement indépendante... C'était un mouvement national juste. »* Nagy annonce en personne à la radio les dernières nouvelles. Il déclare que le gouvernement soviétique accepte d'évacuer Budapest et que des négociations sont ouvertes pour le retrait de Hongrie de toutes les troupes russes. Nagy déclare qu'il reconnaît les conseils ouvriers et leur demande de collaborer avec lui. L'AVH est dissoute. Une force armée nouvelle est constituée, un Exécutif national, sorte de milice ou de garde nationale où entrèrent, aux côtés de l'ancienne armée et de l'ancienne police ordinaire, les révolutionnaires armés, ouvriers et étudiants. Il annonce que le drapeau national est rétabli, et que le gouvernement va tout faire pour satisfaire les revendications des révolutionnaires.

Les conseils répondent : celui de Győr demande aux conseils de la région de désigner les hommes qui vont participer à la nouvelle milice⁵⁷. Jozsef Kiss, président du Conseil ouvrier de Borsod à Miskolc proclame : *« L'insurrection nationale est victorieuse, le gouvernement satisfera à toutes nos demandes, ne tirez pas sur les troupes soviétiques, ni sur les troupes gouvernementales. »*⁵⁸. Radio-Miskolc appelle les insurgés à s'engager dans la nouvelle milice nationale. Mais ni l'un ni l'autre de ces conseils ne veulent reconnaître le gouvernement Nagy avant d'avoir acquis la certitude qu'il cherche vraiment à obtenir le départ des Russes. L'un et l'autre déclarent que les révolutionnaires ne rendront pas les armes avant l'évacuation totale du pays.

En même temps, de toutes les régions du pays, des délégations des conseils partent pour Budapest et font savoir à Nagy les conditions mises par les travailleurs à la reconnaissance de son gouvernement. C'est de ces entretiens que vont sortir, dans les jours suivants, les retentissantes prises de position de Nagy. En présence du choix nécessaire entre les exigences des Russes et celles des ouvriers révolutionnaires, Nagy se souvient de la leçon de la semaine écoulée et choisit la révolution, contre la bureaucratie et l'appareil.

Le problème du départ des Russes

La trêve précaire conclue le 26 faillit être remise en cause. Le commandement russe local exigeait, avant de se retirer de Budapest, la remise des armes par les insurgés. Ceux-ci s'y refusèrent et les combats reprirent dans la nuit du 29 au 30.

⁵⁴ *Journal du Dimanche*, 27 octobre.

⁵⁵ *Times*, 29 octobre.

⁵⁶ *Ibidem*.

⁵⁷ *Le Monde*, 30 octobre.

⁵⁸ *Ibidem*.

C'est ainsi que le 29, à 20 h 50, Radio-Győr-libre proclame :

« Contrairement à l'information donnée par Radio-Kossuth, le peuple de Budapest continue sa lutte armée pour sa libération. Nous, les conseils ouvriers des mineurs de Pécs, de Dorog, de Tokod, de Tatabánya, de Tata, de Miskolc, avons pris les décisions suivantes : Nous ne pourrions arracher la satisfaction de notre revendication : le retrait des Russes de notre pays, que par l'arme de la grève !

« Les conseils ouvriers se sont engagés, parlant au nom du peuple, à ne plus produire de charbon tant qu'il y aura des soldats russes en Hongrie ! La jeunesse de Győr ne se remettra pas au travail avant que la dernière unité russe ait quitté notre pays...

« En avant vers la grève pour une Hongrie libre et indépendante ! »

Finalement, les Russes cédèrent, et commencèrent leur évacuation, cependant que les insurgés, assiégés depuis le début de la révolution, sortaient avec leurs armes. C'est ainsi que, notamment, Budapest et la Hongrie apprirent le nom du colonel Maléter, officier communiste qui avait dirigé pendant six jours les 1 200 insurgés ouvriers, étudiants, soldats, assiégés dans la caserne Kilian par les Russes. Cet officier, envoyé pour les réprimer, était passé avec ses hommes du côté des insurgés.

En même temps, un communiqué gouvernemental dégageait la responsabilité de Nagy dans les décrets instituant la loi martiale et faisant appel aux troupes russes :

« Radio-Kossuth, 30 octobre, 18 h 30 : Nous communiquons une information très importante :

« Hongrois ! notre chagrin à tous, notre honte, l'excitation des passions, étaient causés par deux décrets qui ont fait couler le sang de centaines et de centaines d'hommes : l'un, l'appel à Budapest de l'armée soviétique, l'autre, la loi martiale contre les combattants de la liberté.

« Nous prenons la responsabilité de déclarer devant l'histoire, que Imre Nagy, président du Conseil des ministres, ne savait rien de ces deux décisions. Sa signature ne figure pas au bas de ces décrets. La responsabilité de ces deux décrets marquera au fer rouge Ernő Gerő et András Hegedus. »⁵⁹.

Nagy le confirme dans un grand discours prononcé devant une foule en délire le lendemain 31 octobre. Il déclare : « La révolution a vaincu... La bande (Rákosi-Gerő) a essayé de me salir en affirmant que j'avais demandé l'intervention soviétique. C'est faux. Au contraire, c'est moi qui ai exigé le départ immédiat de l'armée soviétique. » Et il ajoute : « Aujourd'hui commence la conférence sur l'abrogation du traité de Varsovie et le retrait des Russes de notre pays. » Et le 1^{er} novembre, devant les mouvements de troupes russes en violation formelle des déclarations du gouvernement russe, c'est la retentissante déclaration de retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie et la proclamation de sa neutralité : « Ouvriers de Hongrie, protégez notre pays, notre Hongrie libre, indépendante et démocratique. »⁶⁰.

Le problème du parti stalinien

Imre Nagy, en ces jours décisifs, s'inclinant devant la volonté des travailleurs hongrois, a cessé de tenir le langage de l'appareil. *Szabad Nép*, qui répond en termes vifs aux accusations de la *Pravda*, parle un langage tout différent de celui de la presse stalinienne du monde entier. C'est qu'en réalité, sous la pression des masses, Nagy et ses camarades ont rompu avec l'appareil stalinien.

Nous avons vu comment ceux qu'on appelait les « communistes libéraux » s'étaient battus, dans le cadre du parti, pour la réintégration des exclus, le changement de direction, en un mot pour une réforme et un redressement du parti. Or, cette position s'est révélée insoutenable après quelques jours de lutte armée.

Le 28 octobre, les conseils ouvriers ont entrepris dans tout le pays la dissolution des organisations du parti. Qui pouvait encore croire à un redressement du parti qui s'effectuerait sous la direction du CC qui a maintenu et couvert Gerő, qui n'a coopté Nagy et ses amis que pour les compromettre dans le sang des insurgés et dans une répression ordonnée par Moscou ? Le comité central se dissout de lui-même et désigne une direction provisoire chargée de la préparation du congrès. Le présidium ainsi formé ne compte que des militants emprisonnés ou persécutés sous Staline-Rákosi. En son nom, János Kádár déclare : « Seuls pourront être membres du parti rénové ceux qui ne portent aucune responsabilité dans les crimes du passé. »⁶¹. Personne ne peut plus désormais parler de « réforme » devant une rénovation aussi radicale. Deux jours après, Kádár appelle les militants à rejoindre les Combattants de la liberté⁶².

Le 1^{er} novembre, même la solution du parti « rénové » s'avère impraticable. Il n'y a plus de parti communiste. L'appareil est passé avec les Russes, s'est battu dans les rangs des Avos. La grande masse des militants s'est battue dans les rangs des révolutionnaires. Personne aujourd'hui ne se soucie de rejoindre un parti stalinien, même « rénové ». Désireux de « rompre pour toujours avec le passé », Nagy, Kádár, Lukács, Szántó forment un nouveau parti, rompant avec l'organisation officielle, qu'ils appellent : Parti socialiste ouvrier hongrois. Reconnaisent-ils leur échec, l'impossibilité de redresser, de réformer un parti stalinien ? En apparence, au moins, ils s'inclinent devant le verdict des masses hongroises : communistes et antistaliniens, ils fondent un parti se réclamant du léninisme. Mais n'est-il pas plus significatif encore qu'un militant comme Miklós Gimes ait refusé de se joindre à une formation dont il estimait qu'elle ne constituait pas une véritable rupture avec le stalinisme ?

59 Communiqué à Radio-Kossuth, le 30 octobre.

60 Radio-Kossuth, le 31 octobre, à 20 h 01.

61 *Le Monde*, 1^{er} novembre.

62 *New York Times*, 31 octobre.

Le pouvoir des conseils

Dès le 28, en annonçant le cessez-le-feu, Nagy avait reconnu les conseils et promis d'assurer la victoire de leurs revendications. Allant plus loin, « *il propose aux divers conseils ouvriers et comités révolutionnaires de coordonner leurs activités et de former une sorte d'Etats généraux de l'insurrection* »⁶³. Ainsi se constituerait une véritable République des conseils, une authentique représentation des travailleurs en armes, à travers un Parlement ouvrier. Il était impossible d'aller plus loin dans la voie révolutionnaire et, sur ce point, Nagy rencontrait le Conseil de Miskolc qui avait fait une proposition semblable à tous les conseils de province.

Dans l'armée, se sont formés des Comités révolutionnaires de soldats. C'est la réunion de leurs délégués le 30 octobre au ministère de la Défense qui constitue définitivement le Comité révolutionnaire de l'armée⁶⁴. Il lance aussitôt un manifeste déclarant que l'armée est aux côtés du peuple pour défendre les conquêtes de la révolution, qu'il a éliminé un certain nombre d'officiers réactionnaires et que l'armée procède au désarmement des Avos⁶⁵.

Le même jour, on apprend que le Comité révolutionnaire des juristes hongrois vient de contraindre à la démission le procureur général György Non, après examen des dossiers concernant son activité⁶⁶.

Un comité révolutionnaire se constitue au ministère des Affaires étrangères. Il fait des propositions concrètes au gouvernement pour la réorganisation de la représentation hongroise à l'étranger et rappelle la délégation à l'ONU qui n'a pas soutenu le point de vue des révolutionnaires.

Nous avons vu comment les cheminots ont obtenu la révocation du ministre des Communications, Lajos Bebrics, comment le Conseil révolutionnaire de l'Université a réclamé celle de Münnich. A tous les échelons, dans toutes les localités, dans toutes les administrations, les conseils ouvriers et les comités révolutionnaires prennent leurs affaires en mains. Une nouvelle démocratie socialiste se crée, l'authentique démocratie ouvrière des conseils, identique à celle des soviets de 1917.

Le programme des syndicats

Le 27 octobre, dans *Nepszava*, et le 3 novembre dans *Népakarat*, les syndicats hongrois, épurés de leur direction stalinienne par les travailleurs, ont présenté un programme qui reflète la volonté des travailleurs et l'orientation de la révolution hongroise en cette semaine décisive : fin des combats par la négociation avec les chefs de la jeunesse insurgée, constitution d'une Garde nationale avec ouvriers et jeunes renforçant l'armée et la police, négociations pour le départ des troupes soviétiques⁶⁷. Ils réclament, en outre, la constitution de conseils ouvriers dans toutes les usines, avec droit de regard sur la planification et l'établissement des normes⁶⁸. Ces conseils permettront d'instaurer une véritable « *direction ouvrière* » de l'économie, et par conséquent une « *transformation radicale du système de planification et de direction de l'économie* ». Conscients du rôle parasitaire de la bureaucratie installée dans les entreprises, ils demandent, en même temps que l'augmentation immédiate et dégressive des salaires inférieurs à 1 500 forints, l'établissement d'un plafond maximum pour les salaires mensuels à 3 500 forints. Cette revendication, qui rejoint celle des étudiants de Szeged à la veille de l'insurrection, montre à quel point les travailleurs hongrois avaient pris conscience du rôle joué dans la division des travailleurs par la hiérarchie des salaires, une des clés de voûte du système de la bureaucratie stalinienne. Les syndicats exigeaient aussi le droit de grève, la condamnation des normes de travail. Ils proclamaient, le 3 novembre, leur indépendance à l'égard de tout parti politique et de tout gouvernement, ainsi que leur volonté de participer à la direction des organismes révolutionnaires et aux prochaines élections générales. Ils décidaient, enfin, de rompre avec la FSM, qui, par la voix de Saillant, son président, les avait insultés, mais de maintenir des contacts avec toutes les autres organisations syndicales internationales⁶⁹.

Le programme des intellectuels

Le programme adopté par le Comité révolutionnaire des intellectuels, « *constitué le 28 octobre dans le bâtiment central de l'Université Lőránd Eötvös de Budapest* », et réunissant « *toutes les organisations intellectuelles, écrivains, artistes, savants et étudiants* », n'est pas moins significatif de la volonté des révolutionnaires hongrois de construire une véritable démocratie socialiste, ainsi que des possibilités qui s'offraient de dégager très vite une direction et un programme clair pour tous les révolutionnaires :

«

1. *Règlement immédiat de nos relations avec l'Union soviétique. Retrait des troupes soviétiques du territoire hongrois.*
2. *Annulation immédiate de tous les accords commerciaux conclus avec des pays étrangers et qui portent préjudice à notre économie nationale. Le pays doit être informé de la nature de ces accords commerciaux, y compris ceux relatifs aux exportations d'uranium et de bauxite.*
3. *Elections générales et secrètes. Les candidats doivent être nommés par le peuple.*

⁶³ *France-Observateur*, 1^{er} novembre.

⁶⁴ *New York Times*, 30 octobre.

⁶⁵ *Franc-Tireur*, 31 octobre.

⁶⁶ *Ibidem*.

⁶⁷ *Le Monde*, 28 octobre.

⁶⁸ *United Press*, 27 octobre.

⁶⁹ *Le Monde*, 14 novembre.

4. Les usines et les mines doivent réellement appartenir aux ouvriers. Les usines et les terres doivent rester la propriété du peuple et rien ne doit être rendu aux capitalistes ou aux gros propriétaires. Les usines doivent être dirigées par des Conseils ouvriers librement élus. Le gouvernement doit protéger le droit d'exercice des artisans et des petits commerçants.
5. Abolition de l'ancien système odieusement abusif. Les salaires trop bas et les pensions doivent être augmentés selon les possibilités de notre économie.
6. Les syndicats doivent défendre réellement les intérêts de la classe ouvrière, et leurs dirigeants doivent être élus librement. Les paysans pourront créer leurs propres syndicats.
7. Le gouvernement doit garantir la liberté de la production agricole et venir en aide aux petits paysans et aux coopératives formées volontairement. Il faut abolir l'odieux système des livraisons obligatoires.
8. Il faut rendre justice aux paysans frustrés par la collectivisation forcée, et les dédommager.
9. Le gouvernement doit garantir la liberté complète de la presse et la liberté de réunion.
10. Le 23 octobre, jour du soulèvement de notre peuple pour sa libération, doit être proclamé fête nationale. »⁷⁰.

La chasse aux Avos

Le départ des Russes avait laissé les Avos seuls à Budapest face aux insurgés. Leur compte fut vite réglé. Avidé de sensations, la presse bourgeoise à grand tirage a narré tous les détails de la chasse aux Avos à laquelle se livrèrent les Combattants de la liberté aux jours de leur éphémère victoire. Il est inutile de la décrire à nouveau. Tout au plus, un certain nombre d'explications sont nécessaires.

Et d'abord, les insurgés ont pourchassé les Avos parce qu'ils les haïssaient. Le correspondant à Budapest du *Daily Worker*, Charlie Coutts, a titré un de ses articles « *Pourquoi on haïssait l'AVH* »⁷¹. Mouchards et tortionnaires, arrogants et tout-puissants, les Avos avaient concentré sur eux pendant dix ans la haine de tout un peuple. Leur conduite depuis le début de l'insurrection, la fusillade de la Radio, puis celle du Parlement, les exécutions sommaires ont fait déborder la coupe de la haine dans les journées révolutionnaires.

Ensuite, les Avos devaient être chassés parce qu'ils constituaient un réel danger. Tant que les troupes russes stationnaient en Hongrie, tant que Budapest restait à portée de leurs canons, tant que leur retour était possible, la présence d'un Avo constituait un danger mortel pour tout révolutionnaire hongrois. Les Avos dans Budapest libre, c'était la 5^e colonne : les insurgés ont voulu assurer à la fois leurs arrières et leur sécurité.

Certes, tous les révolutionnaires n'ont pas approuvé la manière expéditive dont la capitale fut épurée de ses Avos. On sait qu'au soir du 31 octobre, une délégation d'Avos supplia l'Union des écrivains d'intervenir auprès des Combattants de la liberté pour la signature d'un accord qui leur laisserait la vie sauve. Mais l'intervention des écrivains, dont plusieurs — et des meilleurs — avaient été torturés par les Avos, resta sans effet. De même, le 3 novembre, Bela Kiraly, chef des forces militaires révolutionnaires de Budapest, confirmait que les ordres du gouvernement et des comités avaient été de ne tuer personne sur place, mais de déferer tous les Avos arrêtés devant les tribunaux⁷². En fait, la chasse aux policiers de l'AVH ne s'arrête que vers le 2 novembre, faute de gibier⁷³.

La presse des partis stalinien s'est emparée de ces faits et a tenté d'en tirer argument pour décrire une contre-révolution blanche chassant les militants communistes dans les rues de Budapest. Mais les faits mêmes cités par eux démentent cette thèse : en écrivant en effet, qu' « *un militant de la Fédération, le camarade Kelemen, a été dépendu par la foule qui l'a reconnu* »⁷⁴, André Stil, dans *l'Humanité*, avoue ainsi que la foule ne tuait pas celui qu'elle avait pris pour un Avo, quand elle découvrait qu'il s'agissait d'un communiste. La mort, due à une tragique méprise, du vétéran communiste Imre Mezo, secrétaire du parti à Budapest, ancien des brigades internationales en Espagne et des FTP-MOI en France, courageux adversaire de Rákosi, ne dément pas cette interprétation. Il fut en effet tué lors de l'assaut donné à l'immeuble du parti où il était en train de recevoir des délégations de révolutionnaires, et où des Avos pourchassés vinrent soutenir le siège les armes à la main, entraînant dans la mort les autres occupants des bureaux.

Massacres, exécutions sommaires, lynchages ont jusqu'à ce jour accompagné toutes les révolutions. Faut-il rappeler les massacres de septembre pendant la Révolution française, les exécutions d'otages par la Commune et les faits du même ordre pendant la révolution russe, la révolution espagnole, ou, dans tous les pays d'Europe, lors de la Libération ? La vengeance des masses est d'autant plus terrible que les contre-révolutionnaires qui ont soulevé leur colère étaient plus brutaux et cruels. Les Avos ont récolté ce qu'ils avaient semé : ils ont été brûlés par l'incendie allumé par la bureaucratie dont ils avaient été les hommes de main.

Tendances contre-révolutionnaires : les émigrés

Dès la nouvelle de l'insurrection hongroise, de nombreux émigrés ont essayé de rentrer dans leur pays : démocrates bourgeois, sociaux-démocrates, fascistes. On connaît la thèse de *l'Humanité*, selon laquelle ils ont fourni les cadres du mouvement contre-révolutionnaire, qui aurait ainsi triomphé sous la houlette de Nagy sans la providentielle intervention russe.

70 D'après *Pologne-Hongrie 1956*, EDI, pp. 196-197.

71 *The Daily Worker*, 1^{er} décembre.

72 *New York Times*, 4 novembre.

73 *France-Observateur*, F. Fejtő, 8 novembre.

74 *L'Humanité*, 17 novembre.

Un certain nombre de faits contredisent cette thèse. C'est tout d'abord le mémorandum du gouvernement autrichien en date du 3 novembre, qui déclare : « *Le gouvernement autrichien a ordonné l'établissement d'une zone interdite le long de la frontière austro-hongroise... Le ministre de la Défense a inspecté cette zone en compagnie des attachés militaires des quatre grandes puissances, y compris celui de l'URSS. Les attachés militaires ont été ainsi à même de s'assurer des mesures qui ont été prises dans la zone frontière pour protéger la frontière et la neutralité autrichiennes. Toutes les précautions ont été prises aussi à la frontière occidentale de l'Autriche pour empêcher des émigrés de s'infiltrer... Les autorités autrichiennes ont prié l'ancien président du Conseil, Ferenc Nagy (du Parti des petits propriétaires), qui était arrivé subitement à Vienne, de quitter immédiatement le territoire autrichien. Cela est connu aussi des autorités soviétiques. La permission de rester en Autriche est refusée aux dirigeants politiques émigrés... L'ambassadeur d'Autriche à Moscou a informé de ces faits le ministère des Affaires étrangères de l'URSS.* » Malgré la campagne de la presse stalinienne, le gouvernement russe n'a jamais contesté officiellement ces faits auprès du gouvernement autrichien⁷⁵.

De même, l'ancien secrétaire général des Jeunesses socialistes hongroises, Ferenc Eröss, linotypiste à Bruxelles, n'a pu franchir la frontière hongroise, ayant été refoulé par les insurgés eux-mêmes, qu'il approuve d'ailleurs de cette mesure de sagesse⁷⁶.

Le prince Eszterházy

L'Humanité a également fait grand bruit autour de la libération du prince Eszterházy, le plus gros propriétaire foncier de la Hongrie d'avant-guerre, dont la libération indiquerait, selon elle, le caractère « horthyste » du mouvement. En réalité, libéré comme tous les prisonniers politiques, comme toutes les victimes de Rákosi, le prince s'est bien gardé de rester sur cette terre brûlante de la flamme révolutionnaire. Il est parti sans tambour ni trompette pour l'Autriche, jouir en paix de l'immense fortune qu'il y a conservée. Il a tenu à se manifester en envoyant, de là, des secours et des vêtements aux paysans de ses anciens domaines hongrois. Ils les lui ont renvoyés sans y toucher⁷⁷. Imagine-t-on les paysans versant leur sang pour rendre ses terres au prince, se battant pour subir à nouveau le servage séculaire ?

Le cardinal Mindszenty

Le cardinal Mindszenty a fourni le thème des déclarations et informations les plus sensationnelles de ceux qui, bourgeois ou staliniens, voulaient à tout prix accréditer la thèse d'une contre-révolution blanche en Hongrie. C'est Radio-Prague, le 1^{er} novembre, qui lance la nouvelle d'un gouvernement présidé par le primat : l'information, reprise par l'AFP, fera les délices de la presse réactionnaire comme de *l'Humanité*, toute heureuse en ce domaine d'utiliser les inventions de Radio-Europe-Libre pour les besoins de sa démonstration.

En réalité, Mindszenty, cardinal et primat de Hongrie, est un réactionnaire buté, un irréconciliable adversaire de la révolution. Mais il a été libéré, comme Eszterházy, par une révolution qui, généreuse comme toutes les révolutions, ouvrait toutes grandes les portes des prisons. Les mêmes hommes avaient torturé Rajk. Comme Rajk, il avait avoué. Rajk réhabilité, il fallait le libérer...

On a prêté au cardinal toutes sortes de propos et d'intentions. Sa déclaration à Radio-Budapest notamment aurait inquiété les Russes et décidé de leur intervention. Le journaliste anglais Mervyn Jones a recherché les comptes rendus de ce discours prononcé à la radio le 3 novembre. Le cardinal a parlé de la « *lutte pour la liberté* » qui s'est déroulée en Hongrie et affirmé qu'elle marquait la volonté du peuple d'« *une coexistence pacifique basée sur la justice* ». Il a demandé la mise en jugement des Rákosistes devant des « *tribunaux impartiaux et indépendants* » et s'est prononcé contre tout esprit de vengeance. Son programme : « *Nous voulons une société sans classes et un Etat où prévale la loi, un pays développant ses réalisations démocratiques, basé sur la propriété privée restreinte à juste titre par les intérêts de la société et de la justice.* ». Il ne demande pas la restitution des biens d'Eglise, mais la liberté de l'enseignement religieux et la liberté de presse et d'organisation pour les catholiques. Est-ce à dire que le cardinal était converti à une forme chrétienne de démocratie socialiste ? Non certes, mais, comme le pense Jones, c'est tout simplement « *parce que la prépondérance des forces démocratiques était si écrasante, les perspectives de la contre-révolution si pauvres* », que le cardinal ne pouvait tenir un autre langage⁷⁸. Le journaliste yougoslave Vlado Teslic, dans une dépêche où il insiste sur les risques d'une « *évolution à droite* » en argumentant en particulier à partir de la libération de Mindszenty, donne une information précieuse : des groupes de droite distribuent des tracts sous le titre : « *Nous n'avons que faire de Conseils ouvriers : les communistes ont leur doigt là-dedans.* » Mais, en public, sur cette question, les Mindszenty se taisent. Un autre correspondant yougoslave, Djuka Julius, a vu un petit groupe de jeunes gens collant des affiches manuscrites qui demandent l'élimination des communistes et la formation d'un gouvernement Mindszenty, « *mots d'ordre fascistes modérés* », dit-il. Le lendemain, à la suite d'une réunion avec les délégués de la sidérurgie de Csepel autour de leur président Elek Nagy, il conclut que l'appel des fascistes à « *liquider les conquêtes du socialisme* » ne rencontre strictement aucun écho sérieux dans la population. Lors de sa conférence de presse du 3 novembre, Mindszenty, dont les perspectives sont, de toute évidence, de patronner la résurrection d'un parti « démocrate-chrétien » refuse de répondre à la question d'un journaliste hongrois sur son éventuelle candidature au gouvernement, et quitte la salle.

⁷⁵ *Tribune*, 23 novembre.

⁷⁶ *Le Peuple*, 14 novembre.

⁷⁷ Anna Kethly dans *Franco-Tireur*, 30 novembre.

⁷⁸ *Tribune*, 30 novembre.

Joszef Dudás

L'Humanité, toujours sous la plume d'André Stil, a également désigné Joszef Dudás, président du Comité révolutionnaire de Budapest, comme un des dirigeants de la contre-révolution « fasciste »⁷⁹.

Qui était, en réalité, Dudás ? « *Journaliste fasciste* », comme l'écrit Stil ? « *Ingénieur* » comme l'affirme son compère du *Daily Worker* ? Lui-même s'est présenté aux journalistes comme un ancien militant communiste, membre du PC sous l'occupation, passé en 1947 au Parti des petits propriétaires, arrêté peu après, libéré en 1956 et réhabilité quelques jours avant la révolution, sous le règne de Gerö. Ni *L'Humanité*, ni le *Daily Worker* ne nient qu'il se soit un certain temps « glissé » dans les rangs du PC.

Or, ce qu'il est possible d'affirmer, c'est que, si Dudás s'est manifesté publiquement pendant les journées révolutionnaires, aucune de ses apparitions spectaculaires ne permet de lui attacher l'étiquette « fasciste ». Dans son journal, *Függetlenség* (Indépendance), il a publié quatre articles dont les thèmes étaient, d'après Anna Kethly « *qu'on ne touche à aucune réforme économique de 1945, retrait des troupes soviétiques, liberté de presse et d'association, élections libres* »⁸⁰. Mais nous savons aussi que son journal portait en manchette le 30 octobre : « *Nous ne reconnaissons pas le gouvernement actuel* », et qu'il a été reçu le lendemain par Imre Nagy à qui il aurait demandé le portefeuille des Affaires étrangères⁸¹. Ayant essuyé un refus, il s'est emparé pendant quelques heures du ministère avec ses partisans, et, pour ce fait, a été arrêté sur l'ordre du gouvernement Nagy⁸².

Etait-il un aventurier cherchant à tirer profit de la révolution ? Son attitude peut inciter à le penser. C'est en tout cas l'hypothèse qui s'impose à la lecture de la dépêche du communiste polonais Woroszyński, au récit qu'il fait de son entretien avec Dudás, et de l'analyse qu'il esquisse à cette occasion. Mais cela prouve qu'un aventurier qui voulait arriver devait bien se garder de parler un langage fasciste. Cela prouve aussi que le gouvernement Nagy, le 3 novembre, était assez solidement installé pour pouvoir faire arrêter un homme qui se targuait de fonctions révolutionnaires aussi importantes que celles de Dudás. Stil, narrant l'aventure de Dudás, à sa façon, conclut brusquement : « *C'est alors qu'il fut arrêté* »⁸³. Mais il ne dit pas par qui, et pour cause : si Dudás avait été, comme il l'affirme, un vrai fasciste et un contre-révolutionnaire, comment expliquer que Nagy, selon Stil, fourrier de la contre-révolution, l'ait fait arrêter ? Ces mensonges sont si grossiers qu'il suffit d'y toucher pour qu'ils s'effondrent en miettes.

Où allait la révolution hongroise le 4 novembre ?

Les faits sont clairs. Il est certain que des tendances contre-révolutionnaires se sont exprimées. Il est non moins certain, comme l'écrit le communiste Peter Fryer, envoyé spécial du *Daily Worker*, dans sa lettre de démission au PC, que « *le peuple armé était parfaitement conscient du danger de la contre-révolution, mais qu'il était parfaitement capable de l'écraser lui-même* »⁸⁴. Après les dures batailles de la première semaine, la Hongrie a connu une véritable explosion de liberté qui s'est traduite par une fraternité de toutes les classes qui s'étaient unies contre les Russes, et par une certaine confusion : rien n'est plus significatif que la floraison de journaux les plus divers, depuis les « vrais », imprimés, jusqu'aux journaux ronéotypés, dactylographiés ou même manuscrits et affichés. Dans cette atmosphère, des réactionnaires ont pu s'infiltrer et pointer le bout de leur nez. Pas plus. Un seul journal réactionnaire a paru : *Virradat* (l'Aurore). Il n'a publié qu'un seul numéro, car les ouvriers ont refusé de l'imprimer le lendemain⁸⁵. Cela n'a pas empêché les journaux bourgeois en Occident de parler de floraison de journaux anticommunistes. Qu'il nous suffise de citer le journal *Igazság* (« La Vérité »), organe du Parti de la jeunesse révolutionnaire, dirigé par le jeune intellectuel communiste Obersovszky, avec les jeunes rédacteurs de *Szabad Ifjúság*, le journal des Jeunesses communistes, et l'on aura une idée de ce qu'était cet « anticommunisme »-là.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire la thèse selon laquelle la révolution hongroise s'orientait vers une « démocratie à l'occidentale ». Tout le dément, tout l'a aussitôt démenti, la résistance ouvrière, l'action des conseils, la répression dirigée par les Russes contre les éléments ouvriers de la révolution. Elle n'a eu en définitive qu'un rôle : fournir aux staliniens des arguments pour justifier leur répression.

En réalité, l'orientation prise par la révolution hongroise était si puissante que personne en Hongrie n'a échappé à son influence, que personne n'a pu agir sans en tenir compte. A cet égard, les bases sur lesquelles se sont reconstitués les anciens partis petits-bourgeois et réformistes sont très significatives. C'est pourquoi ce n'est pas à la présence de Béla Kovács et autres dirigeants réformistes qu'il convient d'attacher de l'importance pour apprécier la signification véritable du 3^e gouvernement Nagy : c'est leur langage, c'est le programme sur lequel ils s'étaient mis d'accord qu'il convient d'étudier. Face au pouvoir naissant des Conseils ouvriers, la restauration gouvernementale ne pouvait se faire qu'à travers un langage susceptible de trouver un écho dans les masses insurgées.

Le troisième gouvernement Nagy

Le bureau politique du PCF a parlé de « *ceux qui furent les alliés de Hitler, les représentants de la réaction et du Vatican, que le traître Nagy avait installés au gouvernement* »⁸⁶. La presse française réactionnaire a été

79 *L'Humanité*, 16 novembre.

80 Anna Kethly dans *Franco-Tireur*, 30 novembre.

81 *Le Monde*, 5 décembre.

82 *Ibidem*.

83 *L'Humanité*, 16 novembre.

84 *The Daily Worker*, 16 novembre.

85 *Demain*, 29 novembre.

86 *L'Humanité*, 5 novembre.

remarquablement muette sur la constitution de ce gouvernement qui fut constitué tel que l'avaient demandé les conseils avec des représentants de tous les partis démocratiques et des chefs des insurgés. Aux côtés des communistes nagystes, Nagy, Kádár, Losonczy, entraient en effet au gouvernement des représentants des partis réformistes socialistes et paysans qui avaient sous Rákosi une existence légale, bien que théorique, et les héros militaires de l'insurrection de Budapest, Maléter, considéré comme le représentant des « Combattants de la liberté ».

Les socialistes

Anna Kéthly a largement exposé les vues de son parti, depuis son départ de Hongrie. Mais il importe de souligner que le 1^{er} novembre, dans le journal de son parti, *Népszava*⁸⁷, elle déclarait : « *Veillons sur nos usines et sur nos mines, et sur la terre qui doit rester aux mains des paysans.* »⁸⁸.

Gyula Kelemen, secrétaire du parti, tenait le même langage. Recevant une délégation de journalistes yougoslaves, il leur dit que son parti « *luttera avec la plus grande détermination pour préserver les conquêtes de la classe ouvrière, et qu'il soutiendra les conseils ouvriers* »⁸⁹.

Les dirigeants paysans

Lors de l'assemblée pour la reconstitution du parti des petits propriétaires, à Pecs, le 21 octobre, Béla Kovács s'écriait : « *La question est de savoir si le Parti en se reconstituant va proclamer de nouveau les vieilles idées. Personne ne peut rêver de revenir en arrière au monde des comtes, des banquiers, et des capitalistes ; ce vieux monde est mort, une fois pour toutes. Un véritable membre du Parti des petits propriétaires ne peut pas penser aujourd'hui comme en 1939 ou en 1945.* »⁹⁰.

Et Ferenc Farkas, secrétaire du Parti national-paysan, devenu Parti Petöfi, souligne le 3 novembre que « *le gouvernement retiendra des réalisations socialistes tout ce qui peut et qui doit être utilisé dans un pays libre, démocratique et socialiste.* »⁹¹.

Pál Maleter, le héros de l'insurrection

Enfin, il y a Maléter, cet officier de la Honvéd passé à l'insurrection dans les premières heures et qui a tenu avec 1 500 jeunes ouvriers, étudiants, soldats, dans la caserne Kilian ; Maléter, le héros des Combattants de la liberté. Qui est-il ? Selon Stil, « *un ancien officier horthyste qui avait feint de se rallier au pouvoir populaire* »⁹². En réalité, c'est un vieux communiste gagné au communisme en captivité, ancien élève des Académies militaires russes, parachuté en Hongrie pendant la guerre, et chef de partisans en Hongrie même. L'envoyé spécial du *Daily Herald*, le travailliste Basil Davidson, est allé l'interviewer. Il raconte : « *Il portait encore sa petite étoile de partisan de 1944 (et une autre étoile rouge gagnée dans l'extraction du charbon par son régiment à Tatabánya), à un moment où tous les officiers enlevaient leurs épaulettes de type soviétique* ». Davidson lui demande où va la révolution hongroise. « *Si nous nous débarrassons des Russes* », me dit-il, « *ne croyez pas que nous retournerons en arrière, aux jours passés. Et s'il y a des gens qui pensent retourner en arrière, alors nous verrons.* » — *Et il mit la main sur son étui à revolver.* »⁹³.

Le gouvernement de la révolution

L'attitude du jeune chef communiste de l'armée hongroise était claire. Elle était à l'image du gouvernement dont il faisait partie, et qui venait d'accepter le programme et les institutions de la révolution. En son nom, le communiste Géza Losonczy déclarait qu'on ne laisserait pas remettre en question « *la nationalisation des usines, la réforme agraire et les conquêtes sociales* ». Il se déclarait prêt à se battre pour « *l'indépendance nationale, l'égalité des droits et l'édification du socialisme, non par la dictature, mais sur la base de la démocratie* »⁹⁴.

La révolution des conseils ouvriers venait de terminer victorieusement sa première phase. Partout régnait l'ordre des conseils et des ouvriers armés. Les Hongrois, malgré les horreurs et les destructions, se préparaient à construire des « *lendemains qui chantent* ». Mikoyan et Souslov, revenus, étaient repartis pour Moscou en assurant Imre Nagy de leur soutien. C'était le 3 novembre. Le soir même, les Russes s'emparaient traîtreusement de Maléter et de son chef d'état-major venus négocier leur évacuation. Le 4, ils lançaient sur la révolution leurs obus, leurs canons, leurs blindés, tandis que la presse stalinienne du monde entier emboîtait le pas aux assassins et sonnait l'hallali, la curée sur les révolutionnaires de Hongrie.

87 *Népszava* (« Voix du peuple »), organe central du parti social-démocrate hongrois depuis la fin du siècle dernier, devint l'organe central des syndicats après la « fusion » de ce parti et du PC en juin 1948. Redevenu l'organe du parti social-démocrate réorganisé pendant la révolution, il est de nouveau aujourd'hui l'organe des syndicats.

88 *Tribune*, 23 novembre.

89 *Ibidem*.

90 *Ibidem*.

91 *Ibidem*.

92 *Ibidem*.

93 *Ibidem*.

94 *Le Parisien libéré*, 5 novembre.

Le double pouvoir

La révolution polonaise avait déclenché la révolution hongroise. La victoire des conseils ouvriers, sur le programme révolutionnaire qui était le leur, est apparue comme un péril mortel à la bureaucratie de l'URSS. Le 8 novembre, Khrouchtchev, dans un discours aux jeunes communistes de Moscou, a parlé de la jeunesse hongroise dressée contre le régime, et conclu qu'il fallait, en URSS même, « *accroître sans cesse la vigilance et accorder sans cesse plus d'attention à l'éducation correcte de la jeunesse.* » L'agitation qui règne en ce moment (décembre 1956-janvier 1957) parmi les étudiants de l'université de Moscou le démontre : le diagnostic était correct. Le programme de la jeunesse révolutionnaire polonaise et hongroise est le même que celui de la jeunesse allemande soulevée à Berlin-Est le 17 juin 1953, le même que celui de la jeunesse tchèque, de la jeunesse roumaine, de la jeunesse russe. En 1940, Staline a assassiné Trotsky, il n'a pas réussi à assassiner le trotskysme dont les idées triomphent aujourd'hui dans les grandioses mouvements révolutionnaires contemporains. Les successeurs de Staline ont eu beau assassiner des dizaines de milliers de militants révolutionnaires hongrois, déporter en URSS des dizaines de milliers de jeunes révolutionnaires hongrois : la révolution continue.

La lutte militaire

Malgré une écrasante supériorité numérique, malgré la supériorité écrasante de leur armement lourd, les Russes ont mis plus d'une semaine avant de faire cesser toute résistance militaire organisée en ligne. « *Les principaux centres de résistance furent les quartiers ouvriers. Les objectifs que les Soviétiques attaquèrent avec une rage et une fureur spéciales furent les usines métallurgiques de la « banlieue rouge » de Budapest, les quartiers ouvriers, les cités ouvrières et les usines où les communistes hongrois avaient leurs places fortes et leurs militants les plus actifs* », écrit un témoin⁹⁵, et ailleurs : « *Ce sont surtout les ouvriers, les communistes, les jeunes (de 14 à 20 ans) qui se battirent partout dans Budapest avec des fusils de modèle ancien, des mitraillettes ou des cocktails Molotov, contre les divisions blindées russes. Ce fut l'usine de Csepel avec ses milliers de métallos, élite des militants prolétariens du PC hongrois, qui offrit la plus forte résistance aux tanks russes* »⁹⁶. Les ouvriers de Csepel n'ont déposé les armes qu'après 10 jours de combats acharnés, et, le jour même, ils ont décidé de poursuivre la lutte pour leurs revendications, celles de la révolution ouvrière. Les travailleurs de Dunapentele, l'ancienne Sztalinváros, se sont battus « pour le socialisme » sous la direction de leurs conseils, jusqu'à ce qu'ils aient été submergés par les blindés et écrasés par les bombes. Les mineurs de Pécs ont résisté dans leurs mines et certains y ont trouvé volontairement la mort en se faisant sauter avec elles. Des déportations massives de jeunes hongrois avouent l'impuissance des Russes devant la volonté indomptable de la jeunesse révolutionnaire.

L'internationalisme prolétarien

La bureaucratie du Kremlin a fait intervenir à partir du 4 novembre des troupes en provenance de l'Asie soviétique, dans l'espoir que la barrière linguistique empêcherait la fraternisation des ouvriers et paysans russes sous l'uniforme avec les révolutionnaires hongrois. En même temps, les bureaucrates faisaient courir les bruits parmi ces troupes qu'on les envoyait défendre le canal de Suez, nationalisé par Nasser, contre l'expédition impérialiste franco-anglaise le 4 novembre, les combattants hongrois expliquant aux soldats de l'armée de l'URSS que le Danube n'était pas le canal de Suez...

Combattants de la liberté, sûrs de leur cause, ils continuèrent leurs appels à l'internationalisme prolétarien des soldats de l'URSS. Le 7 novembre, les travailleurs de Dunapentele s'adressaient à ceux-ci pour le 39^e anniversaire de la révolution russe : « *Soldats ! Votre Etat a été créé au prix d'un combat sanglant pour que vous, vous ayez votre liberté. Pourquoi vouloir écraser notre liberté à nous ? Vous pouvez voir de vos yeux que ce ne sont pas les patrons d'usines, ni les gros propriétaires, ni les bourgeois qui ont pris les armes contre vous, mais que c'est le peuple hongrois qui combat désespérément pour les mêmes droits pour lesquels vous avez, vous, lutté en 1917. Soldats soviétiques, vous avez montré à Stalingrad comment vous pouviez détendre votre pays. Soldats, ne vous servez pas de vos armes contre la nation hongroise.* »⁹⁷. Et la réponse est venue : à Budapest, le commandant russe d'une unité de chars s'est rendu aux Combattants de la liberté. Il avait dû abattre trois enfants qui tentaient d'incendier son char avec des bouteilles d'essence, et comprit alors qu'il avait affaire à une révolution ouvrière⁹⁸. Des milliers de soldats russes désarmés sont ramenés en URSS et parqués dans des camps. Certains ont pris le maquis et, dans la région du Nord-Ouest, délivré un train de déportés hongrois⁹⁹. La révolution hongroise et l'intervention armée de la Russie auront été ainsi un extraordinaire facteur de la radicalisation des masses russes et de la volonté révolutionnaire de la jeunesse.

Le gouvernement János Kádár

Au moment où l'armée russe attaquait ainsi la révolution hongroise, se dessinait une manœuvre destinée à égarer les travailleurs et à fournir une couverture à l'opération contre-révolutionnaire de la bureaucratie. Quelques heures après l'entrée en action des blindés, Radio-Budapest aux mains des Russes annonçait la formation d'un « *gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan* » sous la présidence de János Kádár. Or la personnalité de Kádár, la popularité

⁹⁵ Michel Gordéy, *France-Soir*, 12 novembre.

⁹⁶ *Ibidem*, 16 novembre.

⁹⁷ *New York Times*, 8 novembre.

⁹⁸ *Daily Telegraph*, 10 novembre.

⁹⁹ *New York Times*, 25 novembre.

que lui avaient valu les poursuites et les tortures infligées par Rákosi-Gerö en avaient fait un des leaders des communistes oppositionnels avant la révolution et le premier lieutenant de Nagy pendant la révolution. Le 1^{er} novembre encore, il déclarait à l'ambassadeur russe Andropov qu'il était prêt à combattre, s'il le fallait, « *les mains nues* »¹⁰⁰. Le 1^{er}, il avait parlé à la radio au nom du nouveau gouvernement Nagy dont il était membre. Bien que, comme ministre de l'Intérieur, il eût toutefois trempé dans le procès de son camarade Rajk, bien qu'il se fût tenu à l'écart des activités du Cercle Petöfi et qu'il ait accompagné Gera à Belgrade, il semblait s'être séparé aussi nettement de l'appareil stalinien que Nagy et Losonczy au cours des journées décisives. Qu'est-ce qui peut expliquer ce brutal revirement ? Que s'est-il passé en réalité ? Kádár, brisé par les tortures, est-il devenu un corps sans âme, un instrument aux mains des policiers staliniens¹⁰¹ ? A-t-il simplement réagi en homme de l'appareil et cédé aux pressions des bureaucrates ? Il est impossible de trancher la question. Ce qui est certain, c'est que la présence de Kádár à la tête d'un gouvernement formé du dernier carré des staliniens, les Münnich, les Apró, les Marosán, dont les conseils avaient réclamé l'élimination, servait à la bureaucratie du Kremlin pour tenter de jeter le trouble parmi les travailleurs.

Premier recul devant les conseils

Dans les premiers jours de combat après le 4 novembre, il semble que l'initiative appartint surtout aux contre-révolutionnaires les plus déterminés dans le camp des staliniens. C'est ainsi que le commandant hongrois de Szombathely, rallié aux Russes, annonçait triomphalement à la radio : « *Les travailleurs ont frappé. Dans les usines, les conseils ouvriers et les fascistes sont liquidés.* »¹⁰². Le 8 novembre, le stalinien Ferenc Münnich, ministre de l'Intérieur et des Forces armées de Kádár, signifiait publiquement la volonté du Kremlin d'anéantir les pouvoirs des conseils ouvriers en dissolvant les Comités révolutionnaires de l'armée, en exigeant l'élimination de ceux qu'il baptisait les « *contre-révolutionnaires* » des conseils. Certes, les conseils étaient reconnus, mais le gouvernement leur ôtait toute signification en décrétant qu'ils n'avaient aucun pouvoir pour nommer ou démettre qui que ce soit dans l'administration, en leur interdisant de prendre aucune décision sans approbation d'un « *commissaire politique* » qui leur était désormais attaché¹⁰³.

Mais en réalité, au fur et à mesure que les ouvriers armés devaient cesser le combat, il apparaissait clairement que, malgré les exécutions, les arrestations, les déportations, les conseils s'étaient partout maintenus, renouvelés, comblant au fur et à mesure les vides, dans leurs rangs, toujours portés et soutenus par les travailleurs qui ne reconnaissaient d'autre autorité et d'autre programme que le leur. Sept jours de combat n'avaient pas fait reculer la volonté révolutionnaire des masses. Il fallait changer de tactique. János Kádár commença alors à jouer le rôle qui lui avait été dévolu.

Kádár tente de gagner les conseils

Le 11 novembre, Kádár déclare à la radio que le gouvernement va négocier le départ des Russes. Les anciens membres du gouvernement Nagy, d'après lui, « *approuvent pleinement son programme révolutionnaire* » et ont exprimé le désir de collaborer étroitement avec lui. Il affirme que plusieurs partis politiques pourront participer à la vie publique. Condamnant le régime Rákosi-Gerö, il avoue : « *Il y a des gens en Hongrie qui craignent que ce gouvernement ne réintroduise les méthodes de l'ancien parti communiste et son système de direction. Il n'est pas un homme ayant une fonction dirigeante qui songe à agir ainsi, car, même s'il le désirait, il serait balayé par les masses.* »¹⁰⁴. Le 12 novembre, le journal du PC anglais est autorisé à annoncer que *M. Kádár a eu des entretiens avec M. Nagy* »¹⁰⁵. Le 14 novembre, le dirigeant des syndicats, Sándor Gáspár, affirme que le gouvernement reconnaît les conseils et qu'ils auront le droit, dans les usines, de prendre des décisions que les directeurs devront exécuter. Il précise que les conseils ouvriers devront cependant être confirmés dans leurs pouvoirs par de nouvelles élections¹⁰⁶.

A Budapest, le 14 novembre, s'était constitué, élu par l'ensemble des conseils ouvriers de la capitale, le Conseil central des ouvriers de Budapest. Les membres du Conseil sont très jeunes : la moitié environ ont entre 23 et 28 ans. Quelques « anciens » ont connu la répression du régime fasciste de Horthy avant celle de Rákosi, certains ont été militants social-démocrates avant d'adhérer au parti « communiste » : c'est le cas de Sándor Báli, l'un des délégués de l'usine Belojannis de Budapest, dont l'influence est considérable dans le Conseil. Ce serrurier-outilleur est, avec l'ancien serrurier devenu ingénieur Karsai, l'inspirateur politique de la majorité du Conseil après l'élimination dès le 15 novembre de son aile Kádáriste dirigée par Árpád Balász. Les autres militants responsables sont le jeune serrurier-outilleur de 23 ans Sándor Rácz, lui aussi délégué de l'usine Belojannis, l'ingénieur d'optique Miklós Sebestyén, le serrurier Ferenc Töke, le délégué de la raffinerie de Csepel György Kamocsai, le représentant des cheminots Endre Mester, tous représentants de cette génération ouvrière à qui le nouveau régime a apporté instruction et qualification,

100 Tibor Meray, dans son récit « Imre Nagy pendant la révolution » (in *Imre Nagy, un communisme qui n'oublie pas l'homme*, Plon éd., p. 249), relate ainsi cette entrevue entre les ministres hongrois venus protester contre l'avance des colonnes motorisées russes occupant les points stratégiques : « Les uns après les autres, les principaux membres du cabinet appuient le « vieux » Le plus violent de tous est son futur successeur, János Kádár. Peu importe ce qu'il adviendra de lui, dit-il près d'éclater, mais il est disposé, en tant que Hongrois, à combattre s'il le faut. « Si vos tanks, crie-t-il à d'ambassadeur des Soviétiques, entrent à Budapest, je descendrai dans la rue, et je me battrai contre vous les mains nues. »

101 *Franç-Tireur*, 29 novembre.

102 *The Daily Worker*, 5 novembre.

103 *Franç-Tireur*, 5 novembre.

104 *Ibidem*, 12 novembre.

105 *The Daily Worker*, 12 novembre.

106 *France-Soir*, 15 novembre.

mais qu'il a privée des droits démocratiques. Après la répression qui a suivi le 4 novembre, le Conseil central est la seule autorité réellement reconnue à Budapest. En contact permanent avec les Comités révolutionnaires des étudiants et des intellectuels, il incarne la révolution ouvrière. C'est à lui que Kádár, sans autre pouvoir que les blindés russes impuissants devant la grève générale, s'adresse pour négocier la reprise du travail. Comme il devait le déclarer plus tard : « *Le gouvernement a négocié à plusieurs reprises avec le Conseil de Budapest parce qu'il estimait que le Conseil aiderait les conseils ouvriers des usines dans l'accomplissement de leur tâches et de leurs buts.* »¹⁰⁷.

Dès le 14 novembre, le Conseil central des ouvriers de Budapest fait connaître les conditions qu'il met à la reprise du travail. Ce sont les revendications mêmes de la révolution : reconnaissance du droit de grève, retour au pouvoir d'Imre Nagy, départ des Russes, élections libres et honnêtes au suffrage universel, fin du parti unique et liberté des partis reconnaissant le régime économique existant, indépendance totale à l'égard de l'URSS, neutralité de la Hongrie. Les réponses de Kádár, évasives ou positives, telles qu'elles ont été rendues publiques le lendemain, témoignent avant tout de son désir de convaincre les délégués des conseils de la pureté de ses intentions, mais aussi de ses propres limites... Il souligne les conséquences économiques catastrophiques de la prolongation de la grève, déclare qu'il « *ne saura être question du retour d'Imre Nagy... tant qu'il se trouvera en territoire étranger* » (l'ambassade yougoslave). Il se déclare d'accord avec le principe du départ des Russes : « *une fois ce danger (réactionnaire) écarté, les troupes soviétiques quitteront la Hongrie* ». Il promet l'établissement d'un « *système politique avec plusieurs partis* », « *à condition que ces partis reconnaissent le régime socialiste* ». Il demande aux conseils de faire preuve de prudence sur la question des élections libres, « *qui n'est pas simple* », car « *il se pourrait que notre parti soit battu* ». Il ne promet rien pour l'uranium hongrois que, dit-il, « *nous ne pourrions pas exploiter nous-mêmes* », mais promet de publier à l'avenir tous les accords économiques avec l'URSS. Mais il rejette énergiquement l'idée de neutralité. Enfin, il annonce au conseil dressé contre les déportations : « *Nous avons conclu un accord avec le Commandement soviétique au terme duquel personne ne doit être déporté de Hongrie.* »¹⁰⁸.

Dès que connue, la réponse de Kádár est discutée par les conseils ouvriers. Puis, le même jour, 15 novembre, dans la soirée, les délégués du Conseil central des ouvriers de Budapest enregistrent la volonté ouvrière de ne pas terminer la grève avant d'avoir obtenu satisfaction sur ses revendications essentielles. Réunis au siège de la Compagnie des tramways de Budapest, ils votent la poursuite de la grève générale. Deux revendications sont mises en avant dont la satisfaction seule pourrait, selon eux, entraîner une révision de leur attitude : le retour au pouvoir d'Imre Nagy, l'évacuation de Budapest par les troupes, l'évacuation de tout le pays devant suivre à brève échéance « *dans l'intérêt de l'amitié avec l'Union soviétique* »¹⁰⁹. Il faut remarquer que le Conseil central n'abandonne pas pour autant les revendications présentées la veille. Mais le retour au pouvoir d'Imre Nagy, dont Kádár a laissé entrevoir la possibilité, l'évacuation de Budapest par les Russes seraient des garanties que les Russes entendent désormais laisser la vie politique se développer normalement dans la capitale. Réalistes, ils envisagent une évacuation par étapes. Méfiants, ils préviennent Kádár qu'ils se réservent toujours le droit de recourir à la grève pour leurs autres revendications s'il leur paraissait nécessaire de le faire. A ce moment, il est clair que les membres du Conseil de Budapest pensent qu'il est possible, en poursuivant la grève, d'amener Kádár et les Russes à céder sur ces points fondamentaux. Kádár, de son côté, tient à conserver ces « *interlocuteurs valables* ». Au milieu de la réunion du Conseil, la salle est envahie par des soldats russes qu'appuient deux chars et trois autos blindées¹¹⁰. Kádár, appelé par téléphone, s'excuse auprès des délégués ouvriers et intervient auprès du Commandement russe pour qu'il retire ses troupes. Cet incident contribue sans doute à développer, au moins chez certains membres du Conseil, l'idée que Kádár se fait l'avocat des conseils auprès des Russes et poursuit une politique de moindre mal qu'il conviendrait d'utiliser. En réalité, le « *jeu* » de Kádár, la suite devait le montrer, consistait, non à imposer aux Russes le point de vue des conseils, mais à imposer aux conseils la volonté des Russes.

Premiers résultats de l'action de Kádár

La faim et le froid allaient devenir les plus précieux alliés de Kádár. Les souffrances endurées pendant et après les combats, les fatigues, les privations n'auraient pu, à elles seules, abattre le moral des travailleurs. Mais, venant s'ajouter aux promesses de Kádár laissant entrevoir une possibilité de règlement pacifique, elles ont contribué à provoquer chez les ouvriers une certaine démobilisation. Ce sont ces deux facteurs en particulier qui semblent avoir été déterminants dans la décision des ouvriers de Csepel de reprendre le travail.

Les métallos de Csepel avaient été le fer de lance de la révolution. Dès le 23 octobre, ils s'étaient battus. Le matin du 4 novembre, ils résistaient aux Russes qui attaquaient leur usine. Dans cette bataille acharnée, les ouvriers du Billancourt hongrois ont perdu de nombreux combattants révolutionnaires, parmi les meilleurs. Pourtant, le jour même où ils déposent les armes, ils votent la continuation de la grève. Les paysans les ravitaillent¹¹¹. Mais le gouvernement interdit tout échange de produits alimentaires qui se ferait en dehors de ses organismes. Kádár multiplie promesses et pressions, laisse entrevoir une possibilité de règlement : de nombreux travailleurs de Csepel, plus touchés que les autres, voudraient panser leurs plaies. Et c'est la première victoire de Kádár, demi-victoire seulement, mais qu'il va exploiter à fond. Les dirigeants ouvriers du Conseil de Csepel pensent qu'ils peuvent reprendre le travail sans renoncer aux revendications ouvrières : « *Nous voulons bien reprendre le travail dans les usines de Csepel* », déclare leur manifeste le soir du 15 novembre, « *mais à la seule condition que les négociations continuent avec le gouvernement et les ouvriers et que nos revendications soient entièrement satisfaites. Nous continuerons la lutte pour la réalisation complète des idées de notre révolution, car nous nous sentons assez forts* ».

¹⁰⁷ *L'Humanité*, 10 décembre.

¹⁰⁸ *Franco-Tireur*, 16 novembre.

¹⁰⁹ *Ibidem*.

¹¹⁰ *Ibidem*.

¹¹¹ *Daily Telegraph*.

pour pouvoir exécuter le testament de nos héros tombés dans le combat libérateur... Il n'existe pas de puissance au monde qui pourrait nous priver de cette arme invincible qu'est la grève, si les négociations avec le gouvernement échouaient »¹¹².

Le poids des ouvriers de Csepel dans le prolétariat de Budapest, le poids de ses délégués au Conseil central semblent y avoir fait pencher la balance en faveur des « conciliateurs ». Kádár fait pression sur les délégués au nom de la situation matérielle. Il répète que la poursuite de la grève est un « *suicide national* ». Il répète que la reprise du travail, le « *rétablissement de l'ordre* » sont la condition nécessaire et préalable de tout autre pas en avant. Sans doute certains conciliateurs pensent-ils qu'il faut « aider » Kádár, qui, ayant obtenu la fin de la grève, serait en meilleure posture pour obtenir des Russes certaines concessions. Ce sont eux, en tout cas, qui l'emportent, après une nuit de discussions, par une faible majorité.

Le Conseil central des ouvriers de Budapest lance au matin du 16 novembre un appel à la reprise du travail :

« Conscients de notre responsabilité à l'égard de notre patrie et de notre peuple qui ont tellement souffert, nous devons dire que dans l'intérêt de l'économie nationale, pour les raisons humanitaires et sociales, et à la suite de certaines circonstances, la reprise immédiate du travail producteur est absolument nécessaire.

« Dans cette situation tragique, votre bon sens, votre conscience et votre cœur d'ouvrier vous commandent impérativement de reprendre le travail, sous réserve de vos droits, le samedi 17 novembre.

« Nous proclamons solennellement que cette décision ne signifie nullement que nous avons abandonné, ne serait-ce qu'une virgule, des buts et des conquêtes de notre insurrection nationale.

« Les pourparlers continuent et nous sommes persuadés que, grâce à des efforts mutuels, les questions en suspens seront résolues.

« Nous demandons votre confiance et votre aide unanime »¹¹³.

Il est clair que cette position est loin d'être approuvée par tous les ouvriers. Le jour même, des délégués sont révoqués par leurs mandants qui leur reprochent de n'avoir pas respecté les décisions de la veille prises après consultation des ouvriers. De nombreux conseils protestent et rappellent les conditions fixées par le même Conseil central à la reprise du travail : le retour au pouvoir d'Imre Nagy et l'évacuation de Budapest par les Russes¹¹⁴. L'opposition se manifeste publiquement : le 17 est diffusé un tract qui révèle que Kádár a menacé de déportation les membres du Conseil central, au cas où le travail ne serait pas repris. Le 18, une délégation d'ouvriers demande au Conseil central qu'il appelle tous les conseils ouvriers de province à désigner par élection un Conseil national, un Parlement ouvrier qui, élu par l'ensemble des travailleurs hongrois, serait seul habilité à négocier en leur nom à tous.

Les tendances en présence dans les conseils

Le Conseil central de Budapest, noyé sous une avalanche de protestations et qui constate que son appel à la reprise n'a pas été suivi, accepte la proposition et commence à préparer la réunion du Conseil national pour lequel il sollicitera d'ailleurs une autorisation officielle qui sera refusée¹¹⁵. Dans tout Budapest, la situation est, semble-t-il, à l'image des usines Csepel où, le 19 novembre, 30 % des ouvriers sont présents, mais dont aucun ne travaille. Un porte-parole déclare : « *Nous pensons que c'est la seule chose raisonnable que nous puissions faire pour le moment. Nous sommes venus à l'usine parce que nous avons besoin de notre salaire et aussi parce que nous nous y trouvons réunis. Si nous continuons à rester à la maison, les portes de l'usine seraient fermées, et il serait plus facile au gouvernement de s'occuper de chacun de nous individuellement si nous étions chez nous que de le faire dans les usines, où nous sommes groupés* »¹¹⁶.

Mais la province se révélera beaucoup moins encline à la conciliation que la majorité — mince il est vrai — des membres du Conseil central de Budapest. Rien d'extraordinaire d'ailleurs à cette situation. A Budapest, les conseils ouvriers sont nés alors que l'insurrection était déjà commencée. Les premiers combattants ouvriers ont rejoint des détachements organisés par le Comité révolutionnaire des étudiants. La grève générale a suivi l'insurrection provoquée par les provocations de l'AVH contre les manifestations du 23. Pendant la période de l'insurrection, les conseils ouvriers, encore isolés les uns des autres, n'ont pas eu la possibilité de se centraliser et de se coordonner. Les travailleurs combattant dans les rangs des insurgés se sont placés sous l'autorité d'organismes divers : le Comité des étudiants, le Comité national révolutionnaire animé par Dudás, le Comité de l'armée. De nombreux ouvriers mêlés aux autres Combattants de la liberté suivaient Maléter, voire le gouvernement Nagy. C'est seulement quand la répression, en abattant les organismes nés de l'insurrection et les comités nés sur la base locale, s'est attaquée à l'embryon de deuxième pouvoir, qu'est apparue la force organisée de la classe ouvrière, avec ses conseils élus dans les entreprises, ses positions dans les usines, en d'autres termes, dans ses bastions industriels. Et c'est parce qu'ils étaient conscients que seule l'organisation, sur la base de classe, des conseils, pouvait donner à la classe ouvrière le rôle historique de défendre les acquis d'Octobre au nom de l'ensemble de la population, que les militants responsables des conseils ouvriers ont, à l'appel du Conseil d'Ujpest, constitué le Conseil central. Il faut encore souligner à son propos que, s'il est devenu à ce moment-là l'organisme le plus représentatif de la résistance ouvrière organisée, il s'est heurté à Budapest à une énorme concentration de forces armées russes et à l'administration élémentaire, mais réelle, d'anciens Avo et bureaucrates qui épaulaient le gouvernement Kádár. En province, au contraire, l'insurrection est directement sortie de la grève générale et les conseils ouvriers, après l'avoir dirigée, ont

¹¹² *Tribune de Genève*, 16 novembre.

¹¹³ *Ibidem*.

¹¹⁴ *New York Times*, Mac Cormac, 17 novembre.

¹¹⁵ *Ibidem*, 19 novembre.

¹¹⁶ *Franco-Tireur*, 20 novembre.

assumé directement le pouvoir. Ils ont balayé l'administration de l'Etat stalinien, ils ont commandé les forces armées, et le gouvernement Nagy n'a eu d'autorité que par leur intermédiaire. Ils ont véritablement exercé le pouvoir pendant la période « d'indépendance ». Après l'attaque du 4 novembre, ils sont demeurés pratiquement la seule autorité, l'appareil du parti et de l'Etat ayant volé en éclats, face au Commandement russe. En certains endroits, celui-ci a dû composer avec eux. C'est ainsi qu'à Miskolc, la radio continue d'émettre librement, et le Commandement russe refuse d'intervenir pour faire reconnaître le gouvernement Kádár, pourvu qu'on n'attaque pas ses soldats¹¹⁷. Les conseils ouvriers de province sont donc nettement moins enclins à la conciliation que le Conseil central soumis à une forte pression. Ils exercent le pouvoir et vont l'exiger pour tous les conseils.

Avec les bureaucrates, le choc est inévitable. Un porte-parole des syndicats hongrois, un partisan de Kádár, déclare en effet le 19, selon André Stil : « *Il y a encore des camarades en Hongrie qui ne croient pas que la formation des conseils ouvriers soit juste, et ne voient que des dangers dans leur activité... Jusqu'ici, ces conseils ouvriers, en s'écartant de leurs fonctions d'organisation économique locale, limitées à une entreprise, en prétendant jouer le rôle d'organes politiques du pouvoir ou se substituer aux syndicats, ou s'organiser en comités de ville, régionaux ou nationaux, n'ont abouti qu'à créer une situation assez anarchique* »¹¹⁸. La situation est donc claire. Du côté des bureaucrates, les uns sont résolument opposés à l'existence même des conseils, d'autres étant prêts à les tolérer avec « *des fonctions d'organisation économique locale* ». Les conseils, eux, sont décidés, pour une partie d'entre eux, à « *jouer le rôle d'organes politiques du pouvoir* ». Le Conseil de Budapest ayant cédé à la pression des bureaucrates, appel est fait par les travailleurs au Conseil national de sa décision de reprise du travail.

Le Conseil national ouvrier

La réunion du Conseil national ouvrier, du Parlement ouvrier, devait s'ouvrir le mercredi 21 novembre à 9 heures au Palais des Sports de Budapest. Or, quand les délégués se présentèrent, ils trouvèrent les abords de la salle bloqués par des forces de police et d'armée gouvernementales appuyées par des chars russes. Ils décidèrent alors de siéger au local du Conseil central, au siège de la Compagnie des tramways. Aucun journaliste n'a pu assister à la réunion qui a duré cinq heures dans l'immeuble encerclé par un cordon de police, qui la tolérait en tant que session « élargie » du Conseil de Budapest.

La première décision du Conseil national fut de rapporter l'ordre de reprise lancé par le Conseil central de Budapest et qui n'avait été guère suivi en définitive par plus d'un quart des ouvriers. Le Conseil national ordonne la reprise de la grève pour 48 heures, en signe de protestation contre les mesures prises contre sa réunion, et les tentatives gouvernementales pour l'empêcher le matin même. L'ordre de grève s'applique à toutes les industries, sauf les industries alimentaires. La condition fixée à l'expiration du délai de 48 heures pour la reprise est la reconnaissance par le gouvernement Kádár du Conseil ouvrier national démocratiquement élu comme la seule représentation valable des travailleurs hongrois. Si cette condition est acceptée, le travail reprendra le 24 novembre en même temps que les négociations entre le gouvernement et les représentants du Conseil national ouvrier. Elles devront porter sur les revendications de la classe ouvrière, les mêmes qui avaient été présentées par le Conseil de Budapest le 15 novembre : retour au pouvoir d'Imre Nagy, libération des prisonniers dont Maléter, retrait des Russes et évacuation du pays, élections libres avec tous les partis, liberté de presse et de réunion, indépendance de la Hongrie. Les discussions entre le gouvernement et le Conseil devront être publiées exactement dans la presse. Le gouvernement devra manifester « *sa bonne foi en libérant immédiatement les civils et les militaires internés, arrêtés et déportés* »¹¹⁹, en *déférant devant les tribunaux hongrois jugeant publiquement les personnes inculpées de délits de droit commun* »¹²⁰. La réponse de la classe ouvrière hongroise était nette. Avant de rendre les armes, elle exigeait des garanties sérieuses. Surtout, significative est la revendication du Conseil national de se voir reconnaître comme unique autorité et seul représentant valable des travailleurs hongrois. Avec le Conseil national ouvrier se réalisait ce mouvement « unique et puissant » que réclamait le 28 octobre le Conseil ouvrier de Miskolc, ces « *états généraux des conseils ouvriers* » que Nagy s'était proposé de réaliser. C'était la revendication affirmée par la classe ouvrière de l'exercice du pouvoir par l'intermédiaire de ses organisations autonomes de classe, de ses soviets, de ses conseils, locaux, régionaux, de son Conseil national. Entre elle et les bureaucrates décidés à étrangler ou à vider de toute substance les conseils, l'épreuve de force était inévitable. Mais, entre un gouvernement qui savait où il menait les travailleurs et préparait soigneusement ses coups et une direction ouvrière inexpérimentée, manquant de cadres politiques révolutionnaires formés, entre la bureaucratie et ses politiciens habiles à la manœuvre et des conseils ouvriers manquant de l'appui et de l'organisation d'un parti révolutionnaire analogue au Parti bolchevik de 1917, il fallut du temps, et bien des hésitations de la jeune direction pour que tout devienne clair.

Le gouvernement Kádár manœuvre pour gagner du temps

Il était trop tôt pour les bureaucrates pour tenter une épreuve de force. Les comités révolutionnaires constitués à tous les échelons dans l'administration et les organismes de l'Etat représentaient un sérieux obstacle à l'action de la bureaucratie. Dès le 22, le gouvernement décide de s'attaquer à ceux des ministères, à la révolution installée dans ses propres bureaux. « *Les Comités révolutionnaires des ministères veulent prendre des décisions qui dépassent leur compétence et qui ne favorisent ni la reprise du travail ni le rétablissement de l'ordre* », déclare Radio-Budapest qui ajoute : « *Le gouvernement a donné l'ordre aux directeurs des ministères de limiter l'activité de ces comités et de*

117 *Figaro*, 1^{er} décembre.

118 *L'Humanité*, 21 novembre.

119 *Tribune de Genève*, 22 novembre.

120 *Franco-Tireur*, 22 novembre.

n'accepter leurs suggestions que si elles sont vraiment constructives »¹²¹.

Le même jour, le Conseil ouvrier de Csepel, fidèle à la ligne de sa résolution du 16, se prononçait contre la grève de 48 heures décidée par le Conseil national et approuvée par le Conseil ouvrier central de Budapest. Après avoir protesté contre la décision gouvernementale d'interdire le Conseil national, après avoir demandé la « *fin des mesures de force contre les ouvriers et leurs représentants* », il estimait comme une « *faute grave* » d'avoir donné l'ordre de grève, car « *cela rend la situation économique encore plus difficile* ». Il demandait au Conseil de Budapest de « *reconnaître que l'époque de l'impétuosité et du libre cours des passions est révolue* » et qu'il fallait se servir « *plus raisonnablement* » de l'arme de la grève¹²².

La prise de position des travailleurs de Csepel semble avoir été, là encore, décisive. Le 23 au matin, Radio-Budapest annonce la signature, la nuit précédente, d'un accord entre Kádár et le Conseil central des ouvriers de Budapest, pour la reprise du travail. L'autorité des conseils est reconnue dans les usines, y compris en ce qui concerne le choix des directeurs. Les négociations vont reprendre entre le gouvernement et les conseils, mais le Conseil se réserve le droit de recourir à nouveau à la grève¹²³. Sans doute les éléments conciliateurs pouvaient-ils se targuer d'une reconnaissance de fait de leur conseil, impliquée par la publication à la radio d'un accord conclu entre lui et Kádár. Pourtant, il semble bien que la déclaration du 23 novembre, le jour même, de l'Union des écrivains, indique une position plus ferme vis-à-vis du gouvernement, puisqu'après avoir approuvé l'action des Conseils « *pour conserver les conquêtes sociales* », l'Union des écrivains « *conseille la recherche d'un accord pour la reprise du travail sans concessions sur les revendications essentielles* »¹²⁴. Plus encore que la position des écrivains, où l'on peut retrouver l'influence de l'action de Tibor Déry¹²⁵, l'opposition ouvrière est nette. C'est un journaliste qui rapporte, après avoir interrogé les dirigeants du Conseil central de Budapest le 23 : « Le Conseil reconnaît que l'ordre de reprise n'a pas été suivi ; ajoute qu'il a reçu des centaines de coups de téléphone réclamant la continuation de la grève contre l'enlèvement d'Imre Nagy »¹²⁶.

L'enlèvement d'Imre Nagy

Le 4 novembre, en effet, Imre Nagy avait demandé asile à l'ambassade yougoslave de Budapest. Avec lui, ses amis Géza Losonczy, Ferenc Donáth, János Szilágyi, vieux communistes, la veuve de Rajk, Gabor Tanczos, le secrétaire du cercle Petöfi, en tout une trentaine de personnes. Avec eux Lukács, le philosophe ; Zoltán Szántó, ancien ambassadeur à Paris et un vieux communiste Zoltán Vas. Ces trois derniers avaient quitté l'ambassade et n'ont pas reparu. Mais le 21 novembre, un accord était signé entre le gouvernement yougoslave et le gouvernement Kádár, garantissant à Nagy et à ses compagnons la possibilité de regagner librement leur domicile.

Déjà, nous avons vu le journal communiste anglais annoncer que Kádár s'était entretenu avec Nagy. Déjà, le 14 novembre, balayant les calomnies sur le « *traître Nagy* », Kádár avait déclaré publiquement : « *Je ne crois pas que M. Nagy ait consciemment aidé la contre-révolution. Ni le gouvernement, ni les Russes ne désirent restreindre sa liberté.* »¹²⁷. Aux Conseils ouvriers, nous l'avons vu, Kádár avait parlé de « *pourparlers* » avec Nagy dès son retour en territoire hongrois. L'accord conclu entre le gouvernement yougoslave et Kádár, tel qu'il a été révélé dans la note yougoslave du 23 novembre, allait dans la ligne des promesses de Kádár. La libération de Nagy ne pouvait que signifier la reprise des négociations avec lui et satisfaction au moins partielle donnée aux ouvriers qui réclamaient son retour au pouvoir. Nagy, en sortant de l'ambassade yougoslave, a-t-il réellement conféré avec Kádár au Parlement ? Tous deux, comme le croit le correspondant de Reuter, étudiaient-ils les possibilités de la formation d'un gouvernement de coalition Nagy-Kádár ? Le rôle de Kádár, ses intentions réelles sont peu claires. Mais en réalité, peu importe. Que Kádár ait agi consciemment ou non, qu'il ait abusé Nagy et les Yougoslaves ou qu'il ait servi d'appât pour attirer Nagy hors de son refuge et permettre aux Russes de s'en emparer, les faits sont là. C'est sur la promesse de Kádár que Nagy est sorti, c'est sur cette promesse aussitôt violée qu'il a été arrêté par les Russes. Qu'il ait été ou non au courant de l'opération, Kádár l'a couverte en faisant annoncer le départ volontaire de Nagy pour la Roumanie. Mieux encore, il renie ses propos de la veille et déclare : « *Cet homme est devenu le pantin des contre-révolutionnaires et des horthystes.* »¹²⁸.

Le Conseil de Budapest et l'enlèvement de Nagy

L'enlèvement de Nagy par les Russes, le reniement par Kádár de sa parole étaient la plus sévère condamnation de l'optique des conciliateurs. Comme le déclarait un porte-parole du Conseil après le discours de Kádár sur Nagy, Kádár, qui avait dit, il y a une semaine, aux ouvriers : « *Ramenez Nagy et je serai heureux de lui céder la place* », s'est maintenant aligné sur le point de vue soviétique en prétendant « *L'affaire Nagy est close.* ». Il constatait ainsi la fausseté de l'opinion répandue chez les conciliateurs suivant laquelle on pouvait établir une distinction entre Kádár et les Russes, et précisait : « *Kádár s'en tient maintenant à une attitude rigide et emploie des arguments qui s'appuient sur la présence de 5 000 tanks.* » Le Conseil de Budapest maintenait pourtant ses revendications de retour au pouvoir de Nagy et de retrait des Russes : « *Nous ne céderons pas et le gouvernement le sait. Le retour d'Imre Nagy a été et*

121 *Ibidem*, 23 novembre.

122 *Figaro*, 23 novembre.

123 *Franco-Tireur*, 24 novembre.

124 *Ibidem*.

125 *L'Humanité*, 23 novembre.

126 *New York Times*, 25 novembre.

127 *L'Humanité*, 27 novembre.

128 *L'Humanité*, 27 novembre.

reste notre première revendication. Quoi qu'il arrive, nous finirons par vaincre. »¹²⁹. Il concluait pourtant son appel par une preuve de volonté de conciliation à tout prix en ajoutant : « *Dans l'intérêt de la population, nous demandons néanmoins aux conseils de poursuivre le travail et même d'intensifier la production.* »¹³⁰

Et, alors qu'on avait pu supposer un instant que la trahison de Kádár à l'égard de Nagy allait durcir la position des membres du Conseil de Budapest ainsi dupé, on assiste dans les jours qui suivent à des reculs continuels. Le 20 novembre, un porte-parole laisse entendre que les ouvriers sont prêts à renoncer au retour de Nagy si « *celui-ci leur affirme personnellement qu'il refuse de prendre la tête du gouvernement* »¹³¹. D'après les délégués qui se sont entretenus avec Kádár, il serait préférable pour l'instant d'abandonner la question du retour d'Imre Nagy¹³² : ils vont prévenir Kádár que « *des grèves spontanées pourraient éclater si la vérité n'est pas dite aux ouvriers hongrois sur ce qu'est devenu Imre Nagy* »¹³³. Bientôt, pourtant, les bureaucrates détruiront toutes leurs illusions : ayant obtenu un recul, ils poussent leur avantage et tentent de détruire les conseils. C'est ainsi que disparaissent les conciliateurs : devant l'absence de possibilité de conciliation...

Le problème de l'existence des conseils

Sam Russel, correspondant du *Daily Worker*, organe du Parti communiste anglais, s'est rendu pour son journal à Csepel. Sans doute espérait-il trouver dans ses entretiens avec les dirigeants du conseil ouvrier la preuve que les ouvriers de Csepel commençaient à soutenir le gouvernement Kádár. Or, malgré lui, sans doute, c'est le contraire qu'il en a rapporté. Les dirigeants des ouvriers de Csepel ont été contre la grève, certes, mais non pas par solidarité avec Kádár. Et Russel décrit la « confusion » qui est en train de se produire et qui annonce la lutte ouverte entre Kádár et les conseils : « *J'ai parlé avec le secrétaire du Conseil ouvrier provisoire, Béla Szenetzy, avec le vice-président Pál Kupa et un autre membre du conseil, József Dévényi. De mes conversations, il ressort clairement qu'il y a encore beaucoup de confusion quant au rôle du conseil une fois devenu permanent sur la base de la nouvelle loi. Il y a encore quelque peu l'idée qu'ils pourraient combiner ensemble les fonctions d'employeurs et de syndicats en remplissant une espèce de vague fonction politique.* »¹³⁴. Retenons que les conseils, celui de Csepel compris, veulent jouer un rôle politique, veulent être l'organe du pouvoir ouvrier. Écoutons le même journaliste communiste rendre compte des raisons avancées par le Conseil de Budapest pour justifier son hostilité à la grève : « *Poursuivre la grève pourrait faire plus de mal que de bien aux ouvriers. Il valait mieux gagner de l'argent pour acheter de quoi manger qu'être contraint par la faim de retourner au travail.* »¹³⁵.

Les dirigeants de certains conseils, ceux du Conseil central de Budapest en particulier, sont convaincus que la grève ferait plus de mal que de bien. Mais ils ont pourtant leur idée en ce qui concerne leur rôle, le rôle des conseils ouvriers, le rôle de la casse ouvrière. Et là-dessus, aucune conciliation n'est possible. Mais il faut du temps pour qu'un organisme politique comme le Conseil central atteigne l'homogénéité politique répondant à celle de la classe, en l'absence de toute organisation d'avant-garde permettant d'unifier expériences et prises de position, et l'atmosphère des combats de rue, puis de la répression, n'est guère propice à ce que prévale la démocratie politique qui est la condition de la clarification. Déjà, le 14 novembre, le Premier président du Conseil ouvrier central, Árpád Balász, s'était permis une déclaration à la radio, au nom du Conseil central, en faveur de la reprise du travail. La majorité du Conseil le relève alors de ses fonctions, considérant qu'il joue, consciemment ou non, le jeu de Kádár, et interdit à ses membres toute déclaration qui n'aurait pas été préalablement décidée par un vote. Le nouveau président du Conseil central est élu parmi les délégués de Csepel : il s'agit de József Dévényi. Quelques jours après, cependant, le 23, à la suite de plusieurs tentatives de sa part de temporiser, mis en accusation devant le Conseil central, il démissionne. Désormais, le jeune serrurier de Belojannis, Sándor Rácz, âgé de 23 ans, sera président, flanqué de son camarade d'usine Báli et de Karsai comme vice-présidents, et ces trois hommes seront, jusqu'à la fin, les porte-parole du Conseil ouvrier central.

C'est au vice-président, le serrurier-outilleur Sándor Báli, qu'il revient, le 25 novembre, d'exprimer, face au gouvernement et pour le convaincre de négocier, une conception du rôle des conseils ouvriers qui est, de toute évidence, le résultat d'un compromis circonstanciel :

« *C'est la classe ouvrière hongroise, dit-il, qui a mis sur pied les conseils ouvriers, lesquels, pour le moment, sont les organisations économiques et politiques qui ont derrière elles la classe ouvrière (...) Nous savons bien que les conseils ouvriers ne peuvent être des organisations politiques. Qu'on comprenne que nous nous rendons bien compte de la nécessité d'avoir un parti politique et un syndicat. Mais, étant donné que pour le moment nous n'avons pas la possibilité pratique d'établir ces organisations, nous sommes obligés de concentrer nos forces sur un seul point en attendant la suite des événements. Nous ne devons ni ne pouvons parler de syndicats avant que les ouvriers hongrois n'aient formé leurs syndicats par la base et leur aient remis leur droit de grève.* »¹³⁶.

En fait, pourtant, le Conseil ouvrier central est inéluctablement conduit par l'ensemble de la situation à jouer un rôle politique. Comme l'écrira plus tard l'un de ses membres, Ferenc Töke, Karsai fut amené « *à dire aux dirigeants que nous avons une mission économique à remplir, que nous ne tenions pas du tout à avoir une activité politique,*

129 *Franco-Tireur*, 28 novembre.

130 *Le Monde*, 29 novembre.

131 *France-Soir*, 1^{er} décembre.

132 *New York Times*, 1^{er} décembre.

133 *Combat*, 1^{er} décembre.

134 *The Daily Worker*, 28 novembre.

135 *Ibidem*, 27 novembre.

136 Voir *Pologne-Hongrie 1956*, o.c., p. 286.

mais que leur duplicité nous y obligeait »¹³⁷. C'est ainsi que le 26 novembre, le Conseil fait savoir à Kádár que, outre ses anciennes revendications, retour de Nagy au pouvoir, départ des Russes, arrêt des déportations, il lui exprime la volonté des ouvriers d'organiser une milice ouvrière armée et d'avoir leurs propres journaux¹³⁸. Les conseils ont parfaitement compris que leur pouvoir et leur autorité ne sont rien tant qu'ils n'auront pas une force armée à leur disposition ; cette force ne peut être que le peuple en armes. Ils veulent l'organisation des milices ouvrières. Ils refusent le monopole de la presse établi au profit de la bureaucratie avec les seuls journaux du parti et du syndicat autorisés. Ils veulent *leurs* journaux pour défendre *leurs* positions, donner *leurs* consignes, rendre compte, discuter. Ils signifient ainsi clairement qu'ils entendent s'opposer à « *l'Etat de gendarmes et de bureaucrates* » dénoncé par Déry : ils s'opposent à lui, veulent leur force armée, leur presse. Kádár déclare à *l'Humanité* que ce sont « *les éléments contre-révolutionnaires qui ont présenté des demandes impossibles* »¹³⁹. Or Kádár, après avoir reconnu les conseils, a fait savoir, l'ordre de reprise lancé, qu'ils étaient autorisés à discuter les « *problèmes du travail* »...¹⁴⁰. Le Conseil ouvrier central prépare, sous la direction de Sebestyen, la publication de son journal, *Munkasujsg* (Gazette ouvrière) : il est saisi à l'imprimerie, avec le compte rendu d'une discussion où Kádár avait déclaré : « *Peu me chaut que vous me reconnaissiez ou pas. 200 000 soldats soviétiques sont derrière moi. C'est moi qui commande en Hongrie.* »¹⁴¹. Le Conseil sort alors une feuille ronéotypée : les autorités russes perquisitionnent et saisissent les ronéos¹⁴². Le Conseil central organise en riposte le boycott pendant 24 heures du journal du parti *Népszabadsag* : les travailleurs l'achètent puis, dans la rue, le déchirent sans le lire, et Ferenc Töke peut écrire : « *Les gens marchaient jusqu'aux chevilles dans le papier* »...¹⁴³

Le Conseil décide la distribution de tracts parfois dictés et recopiés à la main rendant compte de ses activités et invite tous les conseils à l'imiter¹⁴⁴. Les délégués du Conseil retournent voir Kádár. « *Ce sera une soirée décisive* », déclare l'un d'eux à la presse. « *Si les négociations échouent, il n'existe aucune garantie que nous pourrions empêcher les ouvriers de commencer des grèves spontanées.* »¹⁴⁵. Ils vont demander modification de la loi sur les conseils, et l'autorisation des conseils non seulement dans les usines, mais dans toutes les entreprises gouvernementales, telles que chemins de fer, postes, etc., où elles ne sont pas autorisées.

Népakarat, organe des syndicats, est chargé de la réponse aux trois revendications fondamentales des conseils : prépondérance politique des conseils ouvriers, création de conseils régionaux dans chaque province et publication d'un journal central. Ce sont, selon lui, des revendications « destructives » : les conseils « *ne sauraient avoir de rôle politique quel qu'il soit, mais un rôle uniquement économique* » ; le journal central des conseils n'est absolument pas « nécessaire » et la création de conseils ouvriers régionaux « *ne correspondrait pas aux tâches des conseils ouvriers* ». Ces tâches, *Népakarat* les résume : faire ce qu'ils doivent sur le plan économique en réorganisant les usines¹⁴⁶. La bureaucratie est prête à accepter les conseils pourvu qu'ils lui servent de compères dociles dans l'administration des usines. Elle entend se réserver le monopole de la direction de l'Etat, de la vie politique, de la presse. Ou les conseils s'inclineront, ou elle les détruira. Il n'y a pas de terme moyen qui permette une conciliation. Il faut, pour Kádár et les bureaucrates russes, que la classe ouvrière et ses conseils renoncent au pouvoir.

L'offensive des bureaucrates

Le 4 décembre, le gouvernement lance son offensive. Elle est dirigée contre les comités révolutionnaires, ceux de l'armée ayant seuls été dissous jusqu'alors. Selon un communiqué gouvernemental, les comités « *ne tenaient pas compte des dispositions gouvernementales qui avaient réglé leur activité, délimité leur champ d'action, fixé leurs attributions* »¹⁴⁷. « *L'expérience montre que les comités ne déployaient aucune activité d'intérêt public, mais au contraire, quand ils existaient, leur action consistait à entraver le travail des autorités de l'Etat et la réalisation des tâches d'intérêt public* »¹⁴⁸. Les comités révolutionnaires sont donc dissous par un décret signé Ferenc Münnich, qui signale en même temps l'existence et la dissolution d'un « *Comité exécutif central des comités révolutionnaires* »¹⁴⁹. Miklós Gimes, qui a refusé d'émigrer, est arrêté le 5 décembre.

Puis, pensant qu'ils vont céder à la menace et à l'intimidation, le gouvernement lance la police contre les dirigeants des conseils ouvriers. Plus d'une centaine d'entre eux sont arrêtés dans la nuit du 6 décembre. Le Conseil central est « *littéralement submergé de protestations contre les arrestations de membres des conseils ouvriers* »¹⁵⁰. Il lance, le 7, une proclamation : aux ouvriers, il dénonce le « *front organisé, dans tout le pays, contre les conseils ouvriers* », déclare : « *Si cela continue, nous perdrons l'unique possibilité de bâtir une vie normale et de restaurer l'ordre.* »¹⁵¹. Il prévient le gouvernement : « *Si cela continue, la confiance des ouvriers sera perdue et ceux qui nous provoquent*

137 *Ibidem*, p. 260.

138 *Le Monde*, 28 novembre.

139 *L'Humanité*, 28 novembre.

140 *The Daily Worker*, 24 novembre.

141 Voir *Pologne-Hongrie 1956, o.c.*, pp. 261-262.

142 *Ibidem*, p. 262.

143 *Ibidem*, p. 262.

144 *Figaro*, 1^{er} décembre.

145 *Combat*, 1^{er} décembre.

146 *Figaro*, 1^{er} décembre.

147 *A.F.P.*, 4 décembre.

148 *New York Times*, 5 décembre.

149 *Ibidem*.

150 *Tribune de Genève*, 8 décembre.

151 *Daily Telegraph*, 8 décembre.

auront définitivement dressé la classe ouvrière contre le gouvernement. »¹⁵². Déjà éclatent de nombreuses grèves spontanées. La moitié des travailleurs de Csepel sont en grève. Ceux qui ont cru à la conciliation déclarent alors nettement : « *Nos négociations avec le gouvernement n'ont pas abouti au résultat souhaité. Il semble que János Kádár n'ait pas le pouvoir de se débarrasser de certaines personnes de son entourage.* »¹⁵³. Après une dernière et vaine démarche auprès de Kádár, le conseil, sur le rapport de la délégation qui a été conduite par Sándor Rácz, décrète la grève générale pour 48 heures. Elle doit dénoncer « *la campagne menée contre le peuple et contre les ouvriers par le gouvernement de Kádár, appuyé par l'URSS* » et qui « *veut ignorer toute la population hongroise et ses représentants* »¹⁵⁴. Le Conseil de Budapest, qui est élargi pour la circonstance à des représentants de conseils de province, s'adresse à la Hongrie entière. Aux travailleurs du reste du monde, il demande des « *grèves de solidarité dans leur lutte pour une vie sans peur et la liberté individuelle* »¹⁵⁵.

Le gouvernement Kádár riposte par la loi martiale et la mise hors-la-loi des conseils ouvriers, Conseil de Budapest en tête. Son crime : avoir voulu « *faire du Conseil central des ouvriers un organisme du pouvoir central exécutif* »¹⁵⁶, « *construire un nouveau pouvoir à opposer aux organismes exécutifs de l'Etat* »¹⁵⁷. La bureaucratie déclare ouvertement la guerre au pouvoir des conseils, au pouvoir ouvrier. Une nouvelle épreuve de force est engagée, dans la plus totale clarté cette fois.

152 *Figaro*, 8 décembre.

153 *Le Monde*, 8 décembre.

154 *Daily Telegraph*, 10 décembre.

155 *Daily Mail*, 10 décembre.

156 *L'Humanité*, 10 décembre.

157 *Le Monde*, 11 décembre.

Défaite et Victoire

La grève générale des 11 et 12 décembre, suivant le mot d'ordre lancé par le Conseil central, a confirmé d'éclatante manière l'inébranlable volonté révolutionnaire des travailleurs hongrois. Unanime, malgré la terreur policière, elle exprime de façon spectaculaire la rupture des derniers liens savamment tissés par les ruses de Kádár entre la bureaucratie et les éléments ouvriers conciliateurs. Elle ne parvient pas, cependant, à enrayer la terreur contre-révolutionnaire. Avec elle, se clôt la première phase de la révolution hongroise : les uns après les autres disparaissent, sous les coups de la répression, les conseils ouvriers nés de la Révolution d'octobre. La révolution hongroise recule.

Le Conseil central et la grève générale

Le gouvernement Kádár avait accusé le Conseil central de vouloir « *faire du Conseil central des ouvriers un organisme de pouvoir central exécutif* »¹⁵⁸. En réalité, si telle était bien la volonté des ouvriers hongrois parfois exprimée par leur Conseil central, sa position publique n'a presque jamais dépassé l'affirmation qu'il était le seul représentant qualifié des ouvriers pour négocier avec le gouvernement, non le renverser et prendre sa place. De même, pendant toute une période en Russie, les soviets n'avaient pas réclamé le pouvoir, les bolcheviks étant les seuls, avec Lénine, à reprendre le mot d'ordre : « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Le Conseil central n'a pas réclamé « *Tout le pouvoir aux conseils* ».

Certes, il faut comprendre que la grande majorité des travailleurs ont dû longtemps conserver des illusions, espérer un changement de la politique russe, compter sur l'appui de l'ancien « *nagyste* » Kádár pour remporter par des manœuvres une demi-victoire que leur unanimité leur faisait paraître vraisemblable. D'autres, sans doute, ont souhaité éviter de nouveaux combats meurtriers, désiré un répit, sans comprendre que Kádár, instrument de la bureaucratie russe, n'utiliserait ce répit que pour mieux frapper les travailleurs. C'est de ces illusions et des souffrances endurées que s'est nourrie la pensée des « *conciliateurs* ». Le long piétinement des masses a abouti à une grève qui était, dans l'esprit de leurs dirigeants, moins une nouvelle offensive qu'une défensive désespérée, une démonstration de leur volonté, mais où, d'avance, ils acceptaient leur défaite, si le gouvernement refusait de céder. Dans ces conditions, la défaite immédiate était inévitable : le gouvernement Kádár ne pouvait pas céder, mais seulement frapper plus durement encore. C'est ce qu'il a fait.

Sans doute, le Conseil central ne fut-il pas unanime sur l'opportunité du mot d'ordre de grève. Quatre membres seraient, selon Radio-Budapest, allés confier à Kádár leur conviction que la décision de grève n'était « *pas correcte* »¹⁵⁹. Démarche spontanée ? On en peut douter, trois jours après la décision... Balász, déjà éliminé de la présidence le 14 novembre, aurait démissionné au cours de la réunion élargie aux délégués de province¹⁶⁰. Mais, s'il y eut démission de Balász, ce qui n'est pas prouvé, elle ne peut signifier ralliement à Kádár dont la presse ni la radio n'ont publié de déclaration de ce dirigeant. Par contre, le cheminot Endre Mester, dénonce les « *contre-révolutionnaires* » du Conseil central¹⁶¹, trois jours après avoir été dénoncé lui-même par Kádár comme leur inspirateur¹⁶². Déclaration suspecte, s'il en est : ces « *aveux* » tardifs et cette « *conversion* » soudaine ne peuvent s'expliquer que par l'intervention d'une police capable d'arracher aveux et conversions.

Le Conseil central a pris ses dispositions pour faire face à la répression : un émetteur clandestin parlera en son nom, un de ses membres, István Török, est envoyé à l'étranger porteur de documents pour Anna Kethly. Le 8, Sándor Rácz avait accordé à un correspondant italien une interview à ne publier que s'il était arrêté :

« J'ai la conscience tranquille, déclare-t-il, parce que j'ai été le malheureux interprète de la volonté des travailleurs et de ceux qui se sont battus pour l'idéal d'une Hongrie libre, indépendante et neutre et pour un Etat socialiste... Tout cela nous a été refusé. Le gouvernement sait qu'il n'a pas avec lui le pays, et se rendant compte qu'aujourd'hui l'unique force organisée qui a fait vraiment la révolution est la classe ouvrière, il veut démanteler le front des travailleurs.

*« Je peux l'affirmer cependant : on ne réussira jamais à briser la volonté des Hongrois qui sont prêts à affronter la mort. »*¹⁶³. L'appel lancé sur l'émetteur clandestin est plus profondément encore imprégné de cette vue pessimiste sur l'issue des combats immédiats : « *Le gouvernement a prouvé qu'il n'accorde aucune attention et qu'il n'en accordera jamais à notre travail. Ouvriers et paysans doivent rester unis. L'autre camp désire la lutte ouverte. Malgré notre faible position, nous poursuivrons le combat... Nous, ouvriers, ne sommes pas des contre-révolutionnaires. Nous avons lutté pour acquérir la liberté. Nous avons créé des conseils ouvriers légaux, chargés de négocier avec le gouvernement central. Mais nous avons été considérés comme des hors-la-loi. Chacun doit savoir de quel côté est le droit et il saura alors comment nous avons été trompés.* »¹⁶⁴.

La grève générale

L'ordre du Conseil central était de déclencher la grève à partir du 11 décembre à 0 heure. Dans la journée du 10, des assemblées se tiennent dans toutes les usines de Budapest et de province : une fois de plus, les ouvriers discutent

¹⁵⁸ *L'Humanité*, 10 décembre.

¹⁵⁹ *Tribune de Genève*, 12 décembre.

¹⁶⁰ *The Daily Worker*, 12 décembre.

¹⁶¹ *Ibidem*.

¹⁶² *L'Humanité*, 10 décembre.

¹⁶³ *Il Giorno*, 14 décembre.

¹⁶⁴ *Tribune de Genève*, 13 décembre.

démocratiquement l'action qu'ils vont mener¹⁶⁵. Le gouvernement multiplie les arrestations, les rafles, les fouilles. Dès 18 heures, le 10, avant même le début de la grève générale, il décrète la loi martiale.

Pourtant, le 11 et le 12, la grève est générale dans tout le pays. Radio-Budapest proclame que le Conseil de Csepel s'est prononcé contre la grève, mais la grève est générale dans le combinat, comme l'atteste le communiste Sam Russel¹⁶⁶. *L'Humanité* cite abondamment le président du Conseil ouvrier de Mavag, hostile à la grève, mais les ouvriers de Mavag sont, eux aussi, en grève...¹⁶⁷ Au début de l'après-midi, Sándor Rácz, président du Conseil central, et son camarade Sándor Báli, comme lui membre du conseil et ouvrier à l'usine d'appareillage électrique Belojannis sont arrêtés. La préfecture de police de Kádár communique : « *Ces deux personnes ont joué un rôle de premier plan dans la transformation du Conseil central de Budapest en un instrument de la contre-révolution... Ils ont dirigé une organisation illégale, lancé des grèves provocatrices : par des menaces, ils ont essayé d'intimider les ouvriers et les techniciens honnêtes. Tout récemment, ils ont organisé une conférence nationale illégale avec la participation d'éléments contre-révolutionnaires n'ayant aucun rapport avec les conseils ouvriers. A cette occasion, ils ont lancé un appel visant au renversement du gouvernement et, dans ce dessein, ils ont imposé une grève générale provocatrice de 48 heures...* » Le même communiqué accuse Rácz et Báli d'avoir « *entretenu des relations étroites avec Radio-Europe libre et avec des correspondants de la presse occidentale* »¹⁶⁸. Le même jour, le Comité révolutionnaire des intellectuels est dissous. La police perquisitionne à son siège et ferme les locaux¹⁶⁹. Ces mesures policières n'impressionnent pourtant pas les travailleurs, et la grève sera totale les deux jours prévus. Le 13 et le 14, même, elle continuera, à Belojannis et Csepel notamment, en protestation contre l'arrestation de Rácz et Báli¹⁷⁰.

La classe ouvrière résiste toujours

Il est difficile de décrire avec précision la situation dans les usines hongroises au lendemain de la répression déchaînée contre les animateurs des conseils ouvriers. La plupart des usines sont arrêtées ou tournent au ralenti. Le gouvernement Kádár incrimine le manque de charbon. Dans la première quinzaine de décembre, il a mené une campagne acharnée pour obtenir la reprise du travail dans les mines, faisant alterner, suivant sa méthode, menaces et promesses. Le 16, les mineurs hongrois ont répondu, et l'émetteur clandestin du conseil a diffusé leur réponse. Les mineurs hongrois refusent de négocier avec János Kádár. Ils accepteraient de négocier avec son éventuel successeur si police et armée russe se retiraient complètement des régions minières, et si tous les Hongrois arrêtés après le 4 novembre étaient libérés... Ils demandent en outre l'augmentation générale des salaires, l'interdiction de tout travail forcé. Non sans humour, ils préviennent qu'au cas où police et troupe russe évacueraient, ils reprendraient le travail de manière à assurer une production à 25 % de la production normale. Si les détenus politiques étaient libérés, ils iraient jusqu'à 33 %. De toute façon, ils ne reprendraient le travail à 100 % qu'après avoir obtenu satisfaction pour toutes leurs revendications. Leur appel se termine par l'affirmation de leur inébranlable volonté révolutionnaire : « *Si le gouvernement n'accepte pas ces conditions, aucun travail ne se fera dans les mines, même si nous, mineurs, devons aller mendier, émigrer hors de notre patrie* »¹⁷¹.

Le 10 janvier, ce sont les manifestations de Csepel, au cours desquelles un métallo est abattu par la police de Kádár, ce sont la démission du Conseil de Csepel, celle du Conseil de Belojannis, l'appel de *Népszabadság*, le journal de Kádár, à la lutte « *contre les éléments hostiles qui se déguisent en marxistes et lancent des mots d'ordre sur la démocratisation et la déstalinisation* »¹⁷².

Le gouvernement Kádár multiplie les concessions à la paysannerie aisée : c'est toujours le « petit propriétaire » István Dobi qui dirige le « présidium » de la République hongroise. Kádár négocie avec Béla Kovács, avec István Bibó et Zoltán Tildy, du Parti des petits propriétaires, avec Ferenc Erdei, national-paysan. Demain, viendront d'autres concessions dont la ligne est déjà tracée : concessions aux éléments procapitalistes, à la bourgeoisie internationale en échange d'« emprunts ». Mais il n'y aura pas de concessions à la classe ouvrière hongroise, tant qu'elle s'organisera dans ses conseils : entre les « soviets » et la bureaucratie, l'antagonisme est irréconciliable.

La direction révolutionnaire

Dans la lutte qui se poursuit se préparent les conditions de la victoire de demain. Les travailleurs hongrois se sont lancés dans la révolution sans direction révolutionnaire. Les intellectuels et les cadres du PC qui ont animé les premières manifestations, voulaient une réforme du parti, un changement de sa direction. La démonstration que la présence de Nagy à la tête du gouvernement ne changeait rien tant que subsistait l'Etat de gendarmes et de bureaucrates a été faite dans les premiers jours de la révolution. La ruse de Gerö s'est retournée contre lui et ses patrons, puisque, spontanément, les travailleurs ont commencé à bâtir leur Etat, celui des conseils ouvriers. Pendant quelques jours, leur force a été irrésistible : c'était, comme le dit le communiste polonais Bielicki, la substitution au chaos de l'« *ordre révolutionnaire* ». Mais ce n'était pas encore suffisant. La volonté d'établir un gouvernement des conseils exprimée un peu partout, à Miskolc comme à Győr et Sopron, dans l'institution du Conseil de Borsod comme dans celle du Comité Transdanubien, aurait dû se traduire immédiatement par la constitution d'un Parlement ouvrier,

¹⁶⁵ *New York Times*, 11 décembre.

¹⁶⁶ *The Daily Worker*, 12 décembre.

¹⁶⁷ *Ibidem*.

¹⁶⁸ *Tribune de Genève*, 13 décembre.

¹⁶⁹ *France-Soir*, 15 décembre.

¹⁷⁰ *Daily Telegraph*, 14 décembre.

¹⁷¹ *The Times*, 17 décembre.

¹⁷² *Le Monde*, 10 janvier 1957.

d'un Conseil national ouvrier. Il eût fallu pour cela une direction révolutionnaire, disposant de perspectives justes, ayant analysé la puissance de l'adversaire et l'objectif à atteindre, le pouvoir ouvrier, et qui eût été capable de pousser dans le sens de l'organisation du pouvoir ouvrier à l'échelle nationale tous les conseils et tous les comités. Certes, il est grotesque, comme l'ont fait certains, et nous pensons l'avoir montré, de prétendre que Nagy et ses amis avaient une orientation social-démocrate et restaurationniste. Il est incontestable qu'ils se sont fermement ralliés à la révolution et qu'ils ont, sans ambiguïté, rompu avec la bureaucratie et son appareil. Mais il serait tout aussi erroné de penser qu'ils ont joué le rôle d'une direction : dépassés par les événements, en retard de plusieurs jours sur les masses — au cours d'une révolution où les heures comptent pour des jours et les jours pour des années — ils ont été à leur remorque, traînant le poids des années passées à penser et agir en hommes d'appareil.

Il est significatif que le nouveau parti communiste qu'ils ont voulu fonder n'ait pas rassemblé l'avant-garde des combattants révolutionnaires d'octobre. Les Miklós Gimes, Fekete Sander et autres opposants communistes qui songent à fonder dans la clandestinité la « *Ligue des socialistes hongrois* » publieront neuf numéros du clandestin *23 octobre*, avant d'être frappés par la répression. Là encore, la bureaucratie a pu frapper plus vite, elle a su utiliser son organisation, son expérience, sa technique, pour frapper et désorienter en même temps les masses ouvrières sans direction. Les travailleurs de Dunapentele appelaient les travailleurs russes à fraterniser, ceux de Miskolc criaient aux travailleurs tchèques et roumains qu'ils se battaient pour eux aussi. Mais Imre Nagy, chef du gouvernement révolutionnaire, appelait l'ONU au secours... Et finalement, la suprême manœuvre de la bureaucratie, sa dernière carte, celle de l'« oppositionnel » Kádár, a pu gagner provisoirement une partie que ni les chars ni les canons n'avaient pu remporter. Là encore, aucune direction révolutionnaire n'a pu préserver les travailleurs hongrois de cette ruse. Ils étaient les plus forts et ils se sont bien battus. Ils ont pourtant été battus.

Une « opposition » inconséquente

L'une des raisons de cette défaite est à rechercher dans les caractères de l'opposition à l'intérieur du parti hongrois. Imre Nagy, nous l'avons vu, se rattachait dans le mouvement communiste à la tradition de la tendance « droitiste » incarnée au cours des années 1930 par Nicolas Boukharine. Un camarade hongrois écrit à ce propos :

« Les traditions boukhariniennes se sont organisées autour de trois principes :

- *NEP : préservation de la petite propriété pendant une période de transition assez longue dans le passage vers le socialisme ;*
- *démocratie populaire : période de transition conservant les formes politiques de la démocratie bourgeoise (parlementarisme, système à plusieurs partis) ;*
- *front populaire : sur le plan de la politique intérieure et internationale, alliance avec les couches petites-bourgeoises et leurs représentants politiques. »*

Il ajoute également que la limite de l'aile nagyste « boukharinienne » était qu'elle « *ne possédait pas l'expérience trotskyste de la critique du stalinisme en tant que système bureaucratique* » :

« Selon elle, le stalinisme, c'était du sectarisme gauchiste, c'est-à-dire une marche en avant trop rapide dans une voie par ailleurs nécessaire, mais en abandonnant les formes de transition nécessaires. Elle était donc incapable de critiquer le stalinisme en tant que système résultant de la dégénérescence du socialisme, et sa position n'était pas « plus socialiste », mais seulement « plus modérée ». »

Imre Nagy a eu, certes, l'immense mérite, au moment de l'affrontement de novembre, de refuser de suivre plus longtemps la voie de la temporisation, du compromis avec la bureaucratie stalinienne, de l'adaptation qui avait été la sienne jusque-là : en tenant tête à ses bourreaux et ses juges, il a choisi son camp de classe, celui des travailleurs hongrois tombés face aux chars et à l'AVH restaurée par la volonté du KGB et des maîtres du Kremlin. Mais il n'est pas moins vrai qu'il s'était jusque-là abstenu de toute initiative qui aurait conduit les opposants communistes à s'organiser de façon indépendante de l'appareil, en d'autres termes, de rompre de façon décisive avec la bureaucratie contre-révolutionnaire. Les courageux militants qui, dès 1955, comme Miklós Gimes, l'ancien journaliste de *Szabad Nép*, ou ce jeune historien demandant en pleine réunion du parti l'exclusion de Rákosi ouvraient une voie qui n'a pas été suivie. Les plus conscients de l'opposition communiste — et Miklós Gimes était incontestablement l'un d'entre eux — avaient commencé une analyse de la société russe — parfois appuyée sur la lecture de l'exemplaire de *La Révolution trahie* en français rapporté de Paris par lui —, décelé l'existence de la couche bureaucratique, rompu dans leur tête avec la « légalité » du parti et songé à la construction d'une organisation clandestine contre l'appareil. Mais ils ne s'y attacheront pas, écrasés d'abord par l'ampleur de la tâche, puis par le rythme hallucinant du développement révolutionnaire. Quelques mois après l'écrasement des dernières résistances, c'étaient des conclusions semblables que formulait un autre communiste de l'opposition, vraisemblablement Sander Fekete, sous le pseudonyme d'« Hungaricus », dans une brochure parvenue en Occident.

En 1956, pourtant, le programme qu'exprimaient des millions de travailleurs manuels et intellectuels de Hongrie à travers les résolutions de leurs conseils et comités, reprenait presque mot pour mot, paragraphe pour paragraphe, le programme tracé vingt ans plus tôt dans *La Révolution trahie* — et précisé dans le *Programme de transition* — de la « révolution politique » à l'ordre du jour en URSS et, depuis, dans les pays soumis à la bureaucratie. Il manquait à ce programme sa pointe la plus avancée, la nécessité de la construction du parti révolutionnaire, des sections de la IV^e Internationale. La responsabilité n'en incombe pas principalement aux révolutionnaires de l'opposition communiste hongroise, mais aux hommes qui, à cette époque à la tête de la IV^e Internationale, tentaient, avec Michel Pablo et Ernest Mandel, de défendre et de réhabiliter la perspective d'un « redressement de l'appareil », de la « transmutation » des partis staliniens... et célébraient la « révolution politique » dirigée par Gomulka !

Un appareil contre-révolutionnaire conséquent

La bureaucratie, elle, ne s'y est pas trompée. Bien qu'elle ait crié sur tous les toits qu'elle avait dû intervenir pour briser l'assaut de la « contre-révolution horthyste », bien qu'elle ait dénoncé à grands cris les hommes des « partis bourgeois » revenus selon elle sous l'aile d'Imre Nagy, elle n'a guère pendu de horthyste et aucun des dirigeants des anciens partis ayant soutenu le gouvernement Imre Nagy. Elle a en revanche emprisonné autant de communistes que l'avait fait Horthy. Et surtout, elle a tué avant tout des communistes, non seulement à chaud, au cours de la répression et de la reconquête des villes, mais plus tard à froid, et en secret : elle a pendu Imre Nagy lui-même, Pál Maléter, Miklós Cimes, József Szilágyi, condamné à de lourdes peines Sándor Rác, Báli, Karsai et autres dirigeants du Conseil central, les responsables des intellectuels, comme György Markos, comme Gabor Tanczos, secrétaire du Cercle Petöfi, János Varga, du Comité révolutionnaire des étudiants, et les militants des JC comme Bálint Papp, défenseur de Dunapentele, ou László Bede de Debreczen... Des milliers de militants, combattants de la révolution politique de 1956, ont été condamnés à la prison pour des années, ont perdu leur emploi, été astreints à une surveillance tracassière, isolés de leurs camarades, tenus à l'écart des jeunes générations. En frappant ces hommes, en tentant d'arracher de la mémoire collective des travailleurs hongrois jusqu'au souvenir de la révolution de 1956, la bureaucratie a exposé au grand jour son caractère et sa conscience contre-révolutionnaires, sa nature de caste irréductiblement hostile à la classe ouvrière.

L'avenir

En cette défaite germent cependant les pousses des prochaines victoires. La direction qui a manqué aux travailleurs hongrois pour coordonner leur action et la rendre irrésistible, pour déjouer les pièges de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin se forge aujourd'hui dans la résistance des travailleurs, dans les usines comme dans les camps de concentration et les prisons, comme dans les maquis. Elle sera forte de l'expérience de la lutte de ces mois décisifs. La victoire de la révolution russe de 1917 est sortie de la défaite de 1905 et de la construction du Parti bolchevique de Lénine. C'est leur Octobre victorieux que préparent aujourd'hui en Hongrie comme en Pologne, à Prague comme à Moscou, des combattants socialistes de plusieurs générations.

Chronologie

17 mars	Premiers débats du Cercle Petöfi à Budapest.
19 juin	Julia Rajk au Cercle Petöfi.
27-30 juin	Débat au Cercle Petöfi sur la liberté de la presse. Discours de Tibor Déry. Tibor Déry exclu du Parti.
28-29 juin	En Pologne : grève et manifestation à Poznan.
18 juillet	Rákosi démissionnaire est remplacé par Gerö.
août	Incidents dans les usines de Csepel.
14 octobre	Imre Nagy réintégré dans le parti.
16 octobre	A Varsovie, Gomulka invité au CC.
19-21 octobre	VIII ^e plénum du CC du POUP à Varsovie. Délégation soviétique conduite par Khrouchtchev. Meeting monstre à l'Université polytechnique. Communiqué commun russo-polonais : le maréchal russe Rokossowski quitte le Politburo polonais. Gomulka premier secrétaire.
20 octobre	Les étudiants de Szeged reconstituent la MEFESZ, organisation de jeunesse indépendante dissoute en 1950.
22 octobre	Résolution du Cercle Petöfi. Meetings dans les universités. Les étudiants de l'Université polytechnique décident une manifestation de solidarité avec la Pologne et l'envoi de délégations dans les usines.
23 octobre	10 000 manifestants dans les rues de Budapest. Fusillade devant l'immeuble de la radio. Début de l'insurrection.
24 octobre	La radio annonce que Nagy devient chef du gouvernement. Les troupes de l'URSS interviennent. Bataille de rues à Budapest, début de l'insurrection en province.
25 octobre	Fusillade place du Parlement. Généralisation de l'insurrection. Gerö remplacé par Kádár comme secrétaire général du Parti.
26 octobre	L'unité du colonel Maléter, contrôlant la caserne Kilian, passe du côté des insurgés. Partout, des comités révolutionnaires prennent le pouvoir en province.
27-28 octobre	Formation du deuxième gouvernement Nagy, qui engage des négociations avec les insurgés. Annonce officielle du prochain retrait des troupes soviétiques. Imre Nagy dément avoir proclamé la loi martiale et fait appel aux Russes le 24 octobre.
29-30 octobre	Epuration des syndicats. Formation d'une nouvelle confédération syndicale.
31 octobre	Afflux de troupes soviétiques. Information sur une visite éclair de Souslov et Mikoyan. Imre Nagy proteste auprès de l'ambassadeur Andropov, et proclame la neutralité de la Hongrie.
1^{er} novembre	Formation par Nagy, Kádár, Lukács d'un nouveau parti, le Parti socialiste ouvrier hongrois. Le Conseil ouvrier de Borsod-Miskolc réclame la formation d'un Conseil révolutionnaire national.
2 novembre	Formation du troisième gouvernement Nagy avec tous les partis ouvriers et paysans, à l'exclusion des anciens Rákosistes. Le Comité révolutionnaire des forces armées se déclare prêt à lutter contre toute intervention étrangère et toute tentative réactionnaire. Pál Maléter, envoyé négocier avec les Russes, est arrêté par eux.
4 novembre	Les troupes du Kremlin attaquent Budapest à l'aube. Nagy lance un appel au monde. Kádár, disparu depuis quelques jours, annonce qu'il a pris la tête d'un « gouvernement ouvrier et paysan » qui a fait appel aux Russes. Nagy se réfugie à l'ambassade yougoslave.
4-12 novembre	Combats dans tout le pays.
12 novembre	Le Comité révolutionnaire d'Ujpest appelle à la constitution d'un Conseil ouvrier central de Budapest.
14 novembre	Fin des combats. Le grève générale se poursuit. Le Conseil ouvrier central du Grand Budapest se constitue sous la présidence de l'ouvrier Árpád Balász.
15 novembre	Le Conseil central révoque son président Balász, jugé trop conciliant à l'égard de Kádár. Il est remplacé par Dévényi, de Csepel.
16 novembre	Le Conseil central décide la reprise du travail.
19 novembre	Le Conseil central convoque un Conseil ouvrier national pour le 21.
21 novembre	L'armée soviétique empêche la réunion du Conseil national. Le Conseil central décide une grève de protestation de 48 heures.
23 novembre	Nagy enlevé par la police soviétique. Le Conseil central ouvrier révoque son président Dévényi, jugé à son tour trop conciliant, et nomme à sa place l'ouvrier de 23 ans Sándor Rácz.
30 novembre	Kádár rejette les revendications des conseils.
5 décembre	Manifestations de femmes, organisées par le Conseil central.
6 décembre	Début des arrestations massives de membres des conseils ouvriers.

9 décembre	Le Conseil central décide une grève générale de 48 heures, contre la répression. Le gouvernement décide la dissolution du Conseil central.
10-11 décembre	Grève générale en Hongrie.
11 décembre	Arrestation de Sándor Rácz et Sándor Báli, qui avaient répondu à une convocation de Kádár. Dissolution du Comité révolutionnaire des intellectuels.
13 décembre	Grève de protestation à Beloiannis et Csepel.
17 décembre	Premières condamnations à mort à Budapest.